

Les services marchands en 2018

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes des Services**

Direction des Statistiques d'Entreprises

Division Services



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

E2019/02

Les services marchands en 2018

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes des Services**

Division Services

Juillet 2019

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

Ce rapport, présenté à la Commission des comptes des services (CCS) du 2 juillet 2019, a été réalisé par la division « Services » de l'Insee, sous la direction de Pierre Girard, coordonné par Virginie Andrieux avec la participation de Bruno Hadot, Sylvain Heck, Aline Nay, Éric Rakedjian et Philippe Varrambier.

Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.

Les services marchands en 2018

Rapport sur les comptes

Résumé

Les services marchands en 2018 : Les services marchands échappent au ralentissement de l'activité en 2018

En 2018, la valeur ajoutée des services marchands non financiers augmente quasiment au même rythme qu'en 2017 (+ 3,4 % après + 3,3 %). La production des services accélère (+ 4,0 % après + 3,4 %), tirée par les activités scientifiques et techniques et les activités immobilières. La demande en services marchands non financiers reste très allante en 2018, en dépit du ralentissement de l'économie. Les consommations intermédiaires en services sont dynamiques (+ 3,9 % après + 3,7 %) et les dépenses de consommation des ménages demeurent bien orientées (+ 2,3 % après + 2,2 %). Les exportations de services repartent à la hausse et le solde des échanges extérieurs augmente nettement. Seul l'investissement marque le pas après avoir bondi en 2017.

Market services in 2018

Report for market services accounts committee

Abstract

Market services in 2018 : Market services escaped slowdown in 2018

In 2018, the value added of non-financial market services increased at almost the same rate as in 2017 (+3.4% after +3.3%). Services production accelerated (+4.0% after +3.4%), driven by scientific and technical activities and real estate activities. Demand for non-financial market services remains strong in 2018, despite the economic slowdown. Intermediate consumption of services is dynamic (+3.9% after +3.7%) and household consumption expenditure remains on a positive trend (+2.3% after +2.2%). Exports of services are on the rise again and the external trade balance is rising sharply. Only investment is slowing down after leaping in 2017.

AVERTISSEMENT

La comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise à cette fin le concept de **branche d'activité** qui regroupe les entreprises et des parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branches est relativement stable dans le temps.

A contrario, l'approche en termes de **secteur d'activité** regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale), cette approche peut se révéler instable puisque une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.

Ce rapport porte sur les **comptes des seuls services marchands non financiers** (*). Le concept de production commenté dans ce rapport comprend les **ventes de services**, mais aussi la **production pour compte propre** (par exemple les logiciels développés pour compte propre). En revanche, il déduit les achats éventuellement associés à l'activité (ex : les biens achetés pour revente dans le cas des marchands de biens). Avec l'approche par branche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits (consommations intermédiaires, consommations finales, investissements, exportations). L'évolution de la production est estimée en volume, une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

La demande de **consommation finale** est définie ici comme la somme de la consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la consommation finale des administrations.

Les comptes sont établis au niveau des **62 branches d'activité** des services marchands, correspondant à des regroupements de sous-classes NAF 732 (nomenclature NAF rév2 de 2008 - cf. Annexe 2). Elles sont calculées **hors toute TVA**. Les données sont ensuite agrégées pour les grandes branches (niveau A38). Les évolutions ainsi déterminées sont très légèrement différentes de celles calculées directement à un niveau agrégé par voie économétrique et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux.

Les résultats pour 2018 sont extraits du compte provisoire, ceux sur 2017 proviennent du compte semi-définitif et les données antérieures sont issues des comptes définitifs (cf. Annexe 1).

(*) Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement qui fait partie des services marchands.

Les données du compte provisoire concernant la R&D ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de cette activité en branche à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels.

Les indices de prix de production des services (IPPS) sont publiés en base 2015 depuis le 31 mai 2017.

SOMMAIRE

Synthèse

Les services marchands échappent au ralentissement de l'activité en 2018.....7

L'activité par branche détaillée

IZ : Hébergement et restauration

En 2018, les activités d'hébergement et de restauration ralentissent13

JA : Edition, audiovisuel et diffusion

Ralentissement de l'activité dans l'édition, l'audiovisuel et la diffusion.....17

JB : Télécommunications

Embellie dans les services de télécommunication21

JC : Activités informatiques et services d'information

L'activité ralentit dans les services informatiques.....23

LZ : Activités immobilières

En 2018, l'activité des services immobiliers accélère.....27

MA : Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

Une croissance de nouveau portée par le conseil de gestion et par la forte expansion des activités comptables31

MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

Les études de marché et sondages sont en forte croissance et le design confirme son dynamisme37

NZ : Activités de services administratifs et de soutien

La croissance des services administratifs et de soutien demeure forte41

RZ : Arts, spectacles et activités récréatives

Les activités artistiques, sportives et récréatives restent bien orientées.....47

SZ : Autres activités de services

Croissance dynamique pour les services personnels.....51

Annexes

Annexe 1 : Principales révisions intervenues sur les comptes des branches des services55

Annexe 2 : Nomenclatures des services marchands57

Les services marchands échappent au ralentissement de l'activité en 2018

En 2018, la valeur ajoutée des services marchands non financiers augmente quasiment au même rythme qu'en 2017 (+ 3,4 % après + 3,3 %). La production des services accélère (+ 4,0 % après + 3,4 %), tirée par les activités scientifiques et techniques et les activités immobilières. La demande en services marchands non financiers reste très allante en 2018, en dépit du ralentissement de l'économie. Les consommations intermédiaires en services sont dynamiques (+ 3,9 % après + 3,7 %) et les dépenses de consommation des ménages demeurent bien orientées (+ 2,3 % après + 2,2 %). Les exportations de services repartent à la hausse et le solde des échanges extérieurs augmente nettement. Seul l'investissement marque le pas après avoir bondi en 2017.

La hausse de la valeur ajoutée des services marchands est robuste

L'économie française freine en 2018 : le produit intérieur brut (PIB) augmente de 1,7 % après 2,3 % en 2017. Cet essoufflement s'explique principalement par l'infléchissement de la consommation et de l'investissement des ménages, dans un contexte de léger ralentissement du pouvoir d'achat. L'investissement des entreprises est également moins tonique qu'en 2017. Seule la contribution des échanges extérieurs à la croissance progresse en 2018.

Les services marchands non financiers (**définitions**) ne baissent pas de régime, à la différence de la plupart des autres activités. Leur poids atteint 35,6 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches, marchandes ou non marchandes. Il se renforce en 2018 (+ 0,7 point) au détriment des transports, du commerce et des activités financières (- 0,4 point), de l'industrie et de la construction (- 0,2 point), et des services non marchands (- 0,1 point). Depuis 2015, la part des services marchands dans l'économie a fortement augmenté, gagnant 1,9 point en trois ans, alors qu'elle est restée quasiment stable les cinq années précédentes.

La valeur ajoutée des services marchands continue en effet de progresser vivement en volume (+ 3,4 %), après une hausse de 3,3 % en 2017, inédite depuis plus de dix ans (**figure 1**). Les services aux entreprises sont le principal moteur de la croissance. La vitalité des activités spécialisées scientifiques et techniques s'accroît : leur valeur ajoutée progresse de 5,2 % en 2018 après 4,5 % en 2017 (**figure 2**). Dans les services principalement orientés vers les ménages, la valeur ajoutée des activités immobilières se redresse nettement, tirée par la location. A contrario, la valeur ajoutée des activités d'information-communication ralentit (+ 5,2 % après + 6,5 %) mais reste vigoureuse. Il en va de même pour les activités administratives et de soutien, et l'hébergement-restauration, activités dont la valeur ajoutée s'était particulièrement accrue en 2017.

La production de services accélère à nouveau

En 2018, la production de services marchands continue d'accélérer (+ 4,0 % après + 3,4 % en 2017 et + 2,3 % en 2016; **figure 3**). La croissance des activités spécialisées, scientifiques et techniques s'accroît particulièrement dans le conseil, la recherche marchande, l'ingénierie et les activités juridiques et comptables. La production ralentit légèrement, tout en restant soutenue, dans l'information-communication (+ 5,1 % après + 5,5 %), les activités administratives et de soutien (+ 4,2 % après + 4,4 %), et l'hébergement-restauration (+ 4,2 % après + 4,6 %).

Les consommations intermédiaires des activités de services sont très dynamiques. Elles progressent de 4,6 %, soit un rythme supérieur à celui de la production, ce qui limite la progression de la valeur ajoutée des branches de services. C'est particulièrement le cas pour les marchands de biens et les activités immobilières pour compte de tiers et les activités juridiques et comptables, dont les dépenses en conseil et services de soutien augmentent nettement. À l'inverse, la faible croissance des services financiers à la charge des bailleurs immobiliers favorise la progression de la valeur ajoutée dans les activités de location.

La demande intérieure en services reste soutenue

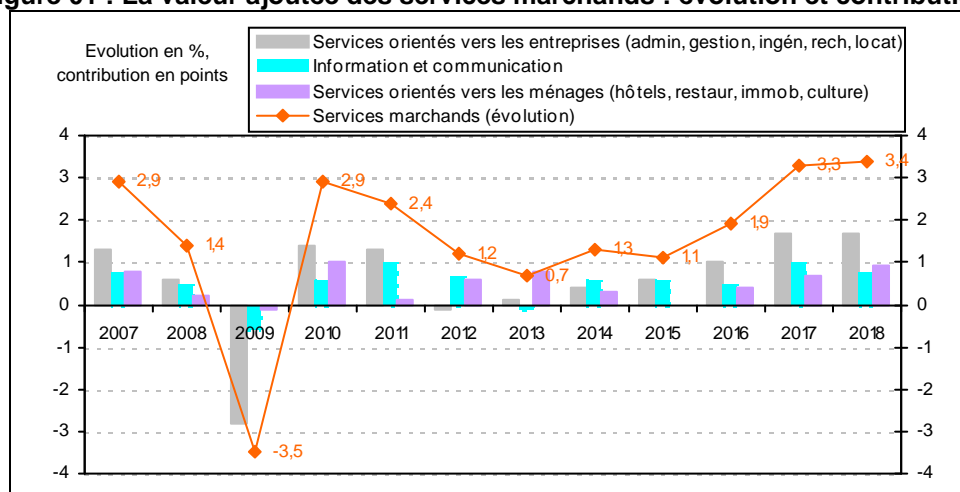
En 2018, la demande intérieure en services marchands progresse de 3,4 % en volume, après 3,6 % en 2017 et 2,1 % en 2016 (**figure 3**). Les achats intermédiaires des entreprises et administrations constituent le principal débouché des activités de services, ils absorbent la moitié des ressources produites ou importées. Ils accélèrent légèrement en 2018 (+ 3,9 % après + 3,7 % en volume). Cette expansion est notamment imputable à la forte croissance des activités scientifiques et techniques (**figure 4**). Les activités comptables sont particulièrement florissantes. L'ingénierie reste également bien orientée. La vigueur de la demande en travaux publics, liée notamment aux grands

projets (Grand Paris, rénovation du réseau ferré, France très haut débit, etc.), compense le ralentissement de la construction, premier client des activités d'ingénierie et d'architecture. La demande en services de support (activités administratives, affacturage, sécurité, etc.) et en location de matériel demeure également vigoureuse. En 2018, l'investissement en services s'élève à 171,7 milliards d'euros et pèse pour 43 % dans l'investissement total des entreprises et des administrations. Il ne représente que 13 % de la demande intérieure en services, mais contribue à hauteur de 21 % à sa croissance (+ 5,3 % en volume en 2018, après + 7,4 %). L'accélération des dépenses de recherche et développement entamée en 2017 se poursuit. À l'inverse, les investissements en logiciels et bases de données sont un peu moins allants qu'en 2017 (+ 8,3 % après + 10,7 %). Ils avaient en effet augmenté en 2017 à un rythme inédit depuis une dizaine d'années. Ils continuent néanmoins de croître nettement plus vite que les investissements en biens manufacturés et en construction. Les investissements en activités des marchands de biens et agences immobilières et en services des notaires, frais liés à l'investissement dans les bâtiments, marquent nettement le pas : ils augmentent de 2,8 % en 2018, après + 12,0 % en 2017. Les transactions immobilières restent à un niveau très élevé, après une progression record en 2017.

La consommation des ménages en services est solide

En 2018, la consommation des ménages en services marchands (**définitions**) est dynamique, contrairement à la consommation en biens, en transports ou en services financiers. Elle augmente de 2,3 % en volume après + 2,2 % en 2017 (**figure 5**). La croissance est portée par les activités immobilières, et en particulier par la location de logements (56 % de la consommation des ménages en services marchands). Les loyers réels à la charge des ménages augmentent fortement (+ 4,0 % en volume), à la suite de la forte baisse des allocations logement (- 7,3 % en volume pour les dépenses des administrations publiques). Les loyers (y compris aides) progressent tendanciellement en volume sous l'effet de l'accroissement et de l'amélioration du parc de logements. En revanche, les dépenses des ménages décélèrent dans l'hébergement-restauration, principal contributeur à la croissance de la consommation en services en 2017. La consommation en hébergement continue de profiter de la bonne tenue du tourisme international mais pâtit du ralentissement des nuitées de la clientèle résidente. Tirée comme les années précédentes par la restauration rapide, la consommation en restauration reste vigoureuse. Celle en arts, activités culturelles, sportives et récréatives demeure bien orientée ; elle est soutenue par la vigueur des activités sportives et récréatives. Enfin, l'attrait des ménages pour la location (y compris la location-bail) d'automobiles et d'équipements personnels reste vif, comme les années précédentes.

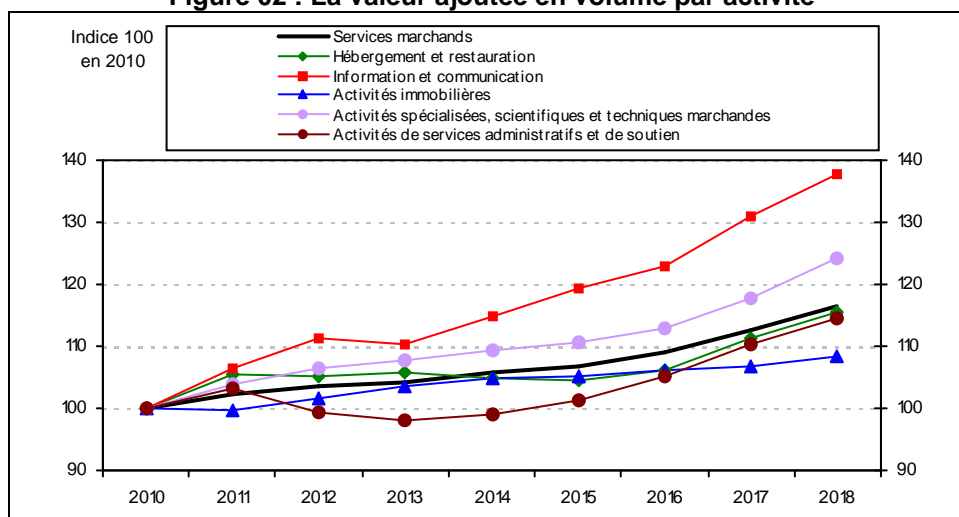
Figure 01 : La valeur ajoutée des services marchands : évolution et contributions



Lecture : en 2018, la valeur ajoutée des services marchands s'accroît de 3,4 % en volume; les services principalement orientés vers les entreprises contribuent pour 1,7 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Figure 02 : La valeur ajoutée en volume par activité



Lecture : en 2018, la valeur ajoutée dans les services s'accroît de 3,4 % en volume; celle des services d'information-communication s'accroît de 5,2 %.

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Figure 03 : L'offre et la demande de services marchands

	Valeur en Mrds €	Évolution en %					
		2016		2017 sd		2018 p	
		Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
Production*	1275,3	2,3	0,7	3,4	0,3	4,0	0,8
Importations	95,7	2,6	1,0	0,2	-0,4	-4,0	0,6
Demande intérieure, dont :	1291,4	2,1	0,7	3,6	0,3	3,4	0,8
consommations intermédiaires	679,8	2,1	0,7	3,7	0,2	3,9	0,9
consommation finale	439,9	1,3	0,6	2,2	0,5	1,9	0,7
dont consommation des ménages	419,5	1,3	0,6	2,2	0,7	2,3	0,7
formation brute de capital fixe	171,7	4,3	1,3	7,4	0,1	5,3	0,8
Exportations	105,2	5,3	0,7	-1,4	-0,4	3,0	0,3

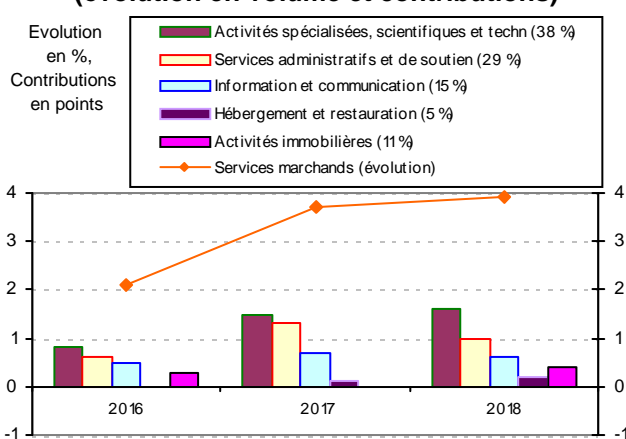
sd : semi-définitif - p : provisoire

* Il s'agit de la production du « produit » Services marchands (définitions) et non de celle de la branche Services marchands, contrairement à la figure 08a.

Lecture : en 2018, la production des services marchands s'élève à 1275,3 milliards d'euros HT, elle progresse de 4,0 % en volume et de 0,8 % en prix.

Source : Insee, comptes des services, base 2014

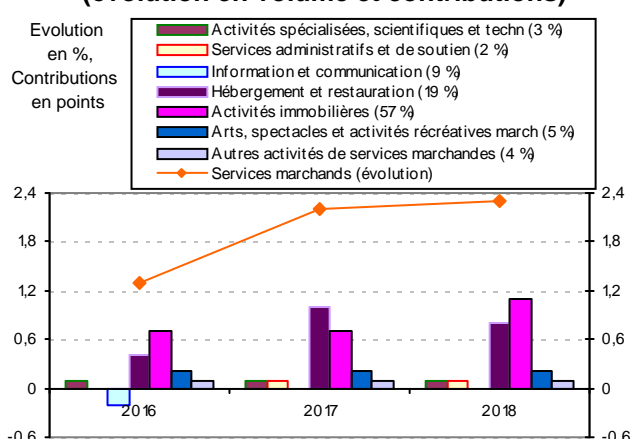
Figure 04 : Les consommations intermédiaires (évolution en volume et contributions)



Lecture : en 2018, les consommations intermédiaires en services marchands s'accroissent de 3,9 % en volume; les activités spécialisées scientifiques et techniques contribuent pour 1,6 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Figure 05 : La consommation des ménages (évolution en volume et contributions)



Lecture : en 2018, la consommation des ménages en services marchands s'accroît de 2,3 % en volume; les activités immobilières contribuent pour 1,1 point à cette croissance.

Le solde des échanges extérieurs de services augmente nettement

En 2018, les exportations de services rebondissent (+3,0 % en volume après -1,4 %) alors que les importations sont en net recul (-4,0 % en volume). Le solde des échanges extérieurs progresse fortement pour atteindre 9,6 milliards d'euros (figure 6). La hausse de l'excédent de la balance commerciale est portée par les activités de recherche qui contribuent à près de 8 % du solde et à 20 % de sa croissance. Les activités administratives et de soutien ainsi que les activités de conseil et d'ingénierie, dans une moindre mesure, contribuent aussi beaucoup à la croissance du solde.

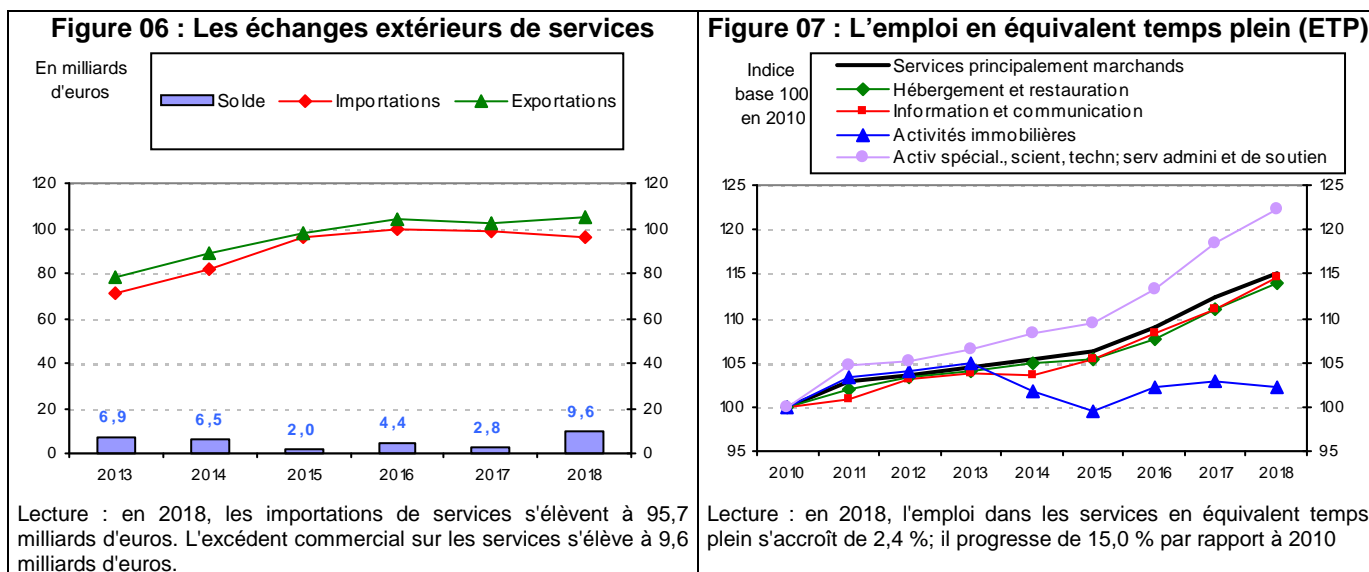
Le dynamisme de l'emploi s'érode dans les services marchands

En 2018, l'emploi dans les services principalement marchands s'élève à 7,8 millions en équivalent temps plein (ETP), soit 29 % de l'emploi total. L'emploi non salarié représente 12 % de l'emploi des services. Avec 167 000 ETP créés dans le secteur sur les 251 000 créés dans l'ensemble de l'économie, les services principalement marchands continuent d'enregistrer la plus grosse partie des gains, mais ils contribuent moins à la hausse de

l'emploi qu'en 2017. L'emploi dans les services progresse de 2,4 %, après +3,0 % en 2017 (figure 7). Contrairement à l'emploi salarié, l'emploi non salarié augmente davantage en 2018 qu'en 2017. Le ralentissement de l'emploi affecte toutes les branches des services sauf l'information-communication. Les activités spécialisées scientifiques et techniques et les activités administratives et de soutien sont particulièrement concernées.

L'emploi intérimaire, classé dans les activités de soutien indépendamment de l'activité des missions exercées, continue de progresser en moyenne annuelle mais ralentit nettement. Le volume de travail temporaire mesuré en équivalent temps plein, qui avait fortement augmenté en 2017 (+14 %), croît moins rapidement en 2018 en raison du moindre essor des secteurs très intensifs en intérim (industrie et construction notamment).

La productivité apparente du travail (valeur ajoutée en volume rapportée au volume d'emploi) accélère dans les services principalement marchands. Pour la première fois depuis 2015, elle augmente dans les activités spécialisées scientifiques, techniques, administratives et de soutien. Elle ralentit, mais continue de progresser fortement dans les activités d'information-communication, et plus modérément dans l'hébergement-restauration.



Sources

Le compte de l'année 2017 est semi-définitif et celui de 2018 provisoire. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois hors TVA réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions de la production, de la consommation, de

l'investissement ainsi déterminées pour les produits peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2018 : ces dernières sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques et sont diffusées en intégrant la TVA. Les comptes de branches présentés ici n'intègrent en revanche pas la TVA.

Définitions

Dans cette publication, les **services marchands non financiers** correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K). L'arborescence de la nomenclature figure sur le site Internet de l'Insee (www.insee.fr - Définitions et méthodes - Nomenclatures - Nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008).

Les données relatives à l'emploi se rapportent aux **services principalement marchands**, qui incluent les activités des organisations associatives et la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives.

La **production** dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre ainsi que les redevances, mais exclut les achats (par exemple pour les marchands de biens) éventuellement associées à l'activité de service. Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en **branches**, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations. L'évolution de la

production est estimée **en volume**, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

La production du « **produit** » services marchands inclut la production des branches marchandes et la production marchande des branches non marchandes.

La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Le **produit intérieur brut (PIB)** est égal à la somme des valeurs ajoutées des différentes branches d'activité, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux branches d'activité).

Bibliographie

Les services marchands en 2018 - Rapport présenté à la Commission des comptes des services.

Aeberhardt L., Laurent T., Montornes J., « Les comptes de la Nation en 2018 », Insee Première n° 1754, mai 2019.

Bourgeois A., « La consommation des ménages en 2018 », Insee Première n° 1757, juin ou juillet 2019.

Gallot P., « Les entreprises du secteur des foires et salons : une vive croissance et des marges élevées », Insee Première n° 1742, mars 2019.

« Commerce extérieur de la France - Résultats 2019 », DG Trésor, Douanes et Banque de France, février 2019.

Heck S. « Les sociétés de service informatique sont toujours en vive expansion », Insee première n°1713, octobre 2018.

Figure 08a : La production dans l'ensemble des services

Code	Branche	Valeur en Mrds€ 2018	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
			2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
SERV	Ensemble des services marchands	1 252,6	2,3	3,4	4,0	0,7	0,3	0,8
I	Hébergement et restauration	116,2	1,5	4,6	4,2	1,7	1,6	2,0
J	Information et communication	214,9	3,5	5,5	5,1	0,6	-0,8	0,2
L	Activités immobilières	324,7	1,7	1,1	1,8	0,4	0,5	0,4
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	336,3	2,4	3,7	5,5	0,6	0,0	0,6
N	Activités de services administratifs et de soutien	207,7	2,6	4,4	4,2	0,7	0,3	1,6
R march.	Arts, spectacles et activités récréatives marchands	25,0	4,9	4,0	3,8	0,4	1,9	0,5
S march.	Autres activités de services hors associations	27,8	0,0	1,7	2,5	1,6	1,3	1,3

Source : Insee, *comptes des services*, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

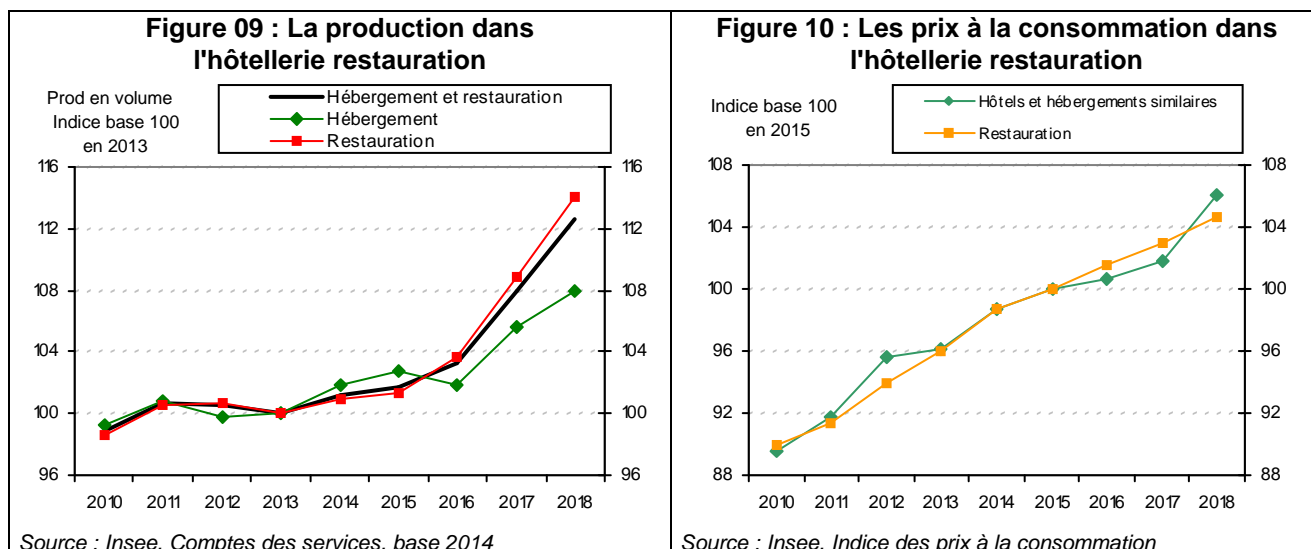
Figure 08b : La demande intérieure dans l'ensemble des services

Code	Branche	Valeur	Taux de croissance			Taux de croissance du prix de la		
		en Mrds €	en volume, en %			production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
SERV	Ensemble des services marchands							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	679,8	2,1	3,7	3,9	0,7	0,2	0,9
	Demande de consommation finale	439,9	1,3	2,2	1,9	0,6	0,5	0,7
	Demande pour investissement, dont :	171,7	4,3	7,4	5,3	1,3	0,1	0,8
	entreprises	126,4	3,6	6,6	5,5	1,3	-0,4	0,5
	ménages	27,0	9,1	11,3	3,5	0,9	3,1	2,2
I	Hébergement et restauration							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	33,2	0,4	3,0	4,5	1,6	1,5	1,4
	Demande de consommation finale	84,4	2,0	5,2	4,0	1,7	1,6	2,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
J	Information et communication							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	100,9	3,6	4,6	4,1	0,5	-0,7	0,2
	Demande de consommation finale	40,5	-1,3	0,3	-0,3	1,0	-1,2	0,0
	Demande pour investissement, dont :	81,1	6,8	10,3	7,9	0,5	-0,4	0,6
	entreprises	69,7	7,0	10,4	7,8	0,5	-0,4	0,5
	ménages							
L	Activités immobilières							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	72,4	2,8	-0,3	3,5	1,1	1,4	0,4
	Demande de consommation finale	252,5	1,2	1,2	1,3	0,2	0,3	0,4
	Demande pour investissement, dont :	5,2	16,3	14,1	2,2	1,0	1,7	1,2
	entreprises	0,5	2,2	15,5	9,8	0,5	0,6	-3,0
	ménages	4,5	18,4	14,0	1,5	1,0	1,8	1,7
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	261,0	2,1	3,8	4,2	0,3	0,0	0,7
	Demande de consommation finale	12,8	3,3	4,2	3,5	-0,3	0,5	1,3
	Demande pour investissement, dont :	83,2	1,5	4,6	3,2	2,0	0,6	0,9
	entreprises	54,4	0,0	2,4	2,8	2,4	-0,4	0,5
	ménages	22,5	7,3	10,8	3,9	0,9	3,3	2,3
N	Activités de services administratifs et de soutien							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	196,9	2,0	4,6	3,4	0,8	0,3	1,4
	Demande de consommation finale	9,7	3,3	5,1	3,2	0,0	1,1	-3,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R march.	Arts, spectacles et activités récréatives marchands							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,2	-2,2	12,7	4,2	1,0	1,5	1,9
	Demande de consommation finale	22,1	3,6	4,5	3,5	0,6	1,2	1,1
	Demande pour investissement, dont :	0,1	8,0	6,3	4,2	2,8	0,8	2,4
	entreprises	0,0	36,7	9,5	2,2	2,4	0,0	2,1
	ménages							
S march.	Autres activités de services hors associations							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	7,0	-7,4	1,2	1,3	1,4	1,3	1,4
	Demande de consommation finale	17,8	1,8	1,3	2,4	1,7	1,4	1,3
	Demande pour investissement, dont :	2,1	3,5	2,5	1,8	1,4	0,5	0,8
	entreprises	1,7	3,6	0,7	1,9	1,4	0,5	0,9
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

En 2018, les activités d'hébergement et de restauration ralentissent

En 2018, la production des activités d'hébergement et de restauration continue de croître à vive allure mais ralentit (+ 4,2 % en volume après + 4,6 % en 2017). Ce ralentissement intervient après une hausse particulièrement soutenue de l'activité en 2017. La restauration reste très dynamique, en particulier la restauration rapide. L'hébergement profite essentiellement de la fréquentation des touristes non-résidents. La consommation des ménages, qui représente 71 % de la demande, reste très allante (+ 4,2 % après + 5,2 % en 2017). Les prix sont en hausse de 2,0 %.



En 2018, la production des **activités d'hébergement** ralentit (+ 2,3 % en volume après + 3,6 % en 2017). Elle bénéficie de la bonne santé du tourisme international (+ 6 % selon l'OMT) avec la confirmation du retour des touristes non résidents. Le haut de gamme en a particulièrement profité dans l'hôtellerie comme dans les campings : + 5,9 % pour les quatre ou cinq étoiles dans l'hôtellerie, + 3,5 % dans les campings.

L'activité en volume des hôtels, hébergements touristiques et autres hébergements collectifs ralentit nettement (+ 1,3 % après + 3,1 %) en volume. La fréquentation des résidents représente 62 % des nuitées du tourisme en France. Elle fléchit légèrement (- 0,6 % après + 2,8 % en 2017). A contrario, la France profite de l'augmentation du tourisme international. Le nombre de nuitées des non-résidents est en nette hausse (+ 7,5 %). En 2018, les clientèles américaine (+ 16 %) et asiatique confirment leur retour. Celles d'Allemagne (+ 9,4 %), d'Espagne (+ 11 %), d'Italie (+ 13,2 %) et du Royaume Uni (+ 5,8 %) ont également beaucoup contribué à la hausse de la fréquentation étrangère. La hausse des prix est de 5,1 %. Le nombre de nuitées progresse de + 2,3 % en France métropolitaine, dont + 5,4 % en Île-de-France (+ 9,7 % pour la fréquentation des non-résidents).

En 2018, l'activité en volume des terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs accélère : + 7,1 % en volume après + 5,6 % en 2017 et + 0,5 % en 2016. La fréquentation des résidents représente la majeure partie (68%) de la fréquentation dans les campings. Elle est stable. La montée en gamme et la forte hausse de la fréquentation étrangère sont les principaux moteurs de la croissance. En 2018, l'activité a notamment été favorisée par une météo clémente au printemps et en été, avec des températures supérieures aux années précédentes. Sur la saison estivale 2018 (période d'avril à septembre), les nuitées en campings augmentent (+ 0,8 %). Comme les années précédentes, le confort s'accroît : les emplacements équipés (chalets ou mobil-homes) enregistrent une forte progression (+ 3,2 % contre - 1,7 % pour les emplacements nus). La fréquentation des non-résidents, quasi exclusivement européens, ralentit (+ 2,5 % après + 4,5 % l'an passé). Les touristes hollandais constituent la première clientèle étrangère (33 % des nuitées étrangères). Les hausses les plus fortes proviennent des clientèles allemande (+ 3,8 %), belge (+ 2,2 %), espagnole (+ 9,2 %). Comme pour les hôtels, les Britanniques ont confirmé leur retour (+ 4,4 % après - 5,1 % en 2017). Les prix augmentent de 2,7 %.

La production des hébergements divers (résidences d'étudiants, foyers, internats) accélère (+ 7,9 % en volume après + 6,8 %).

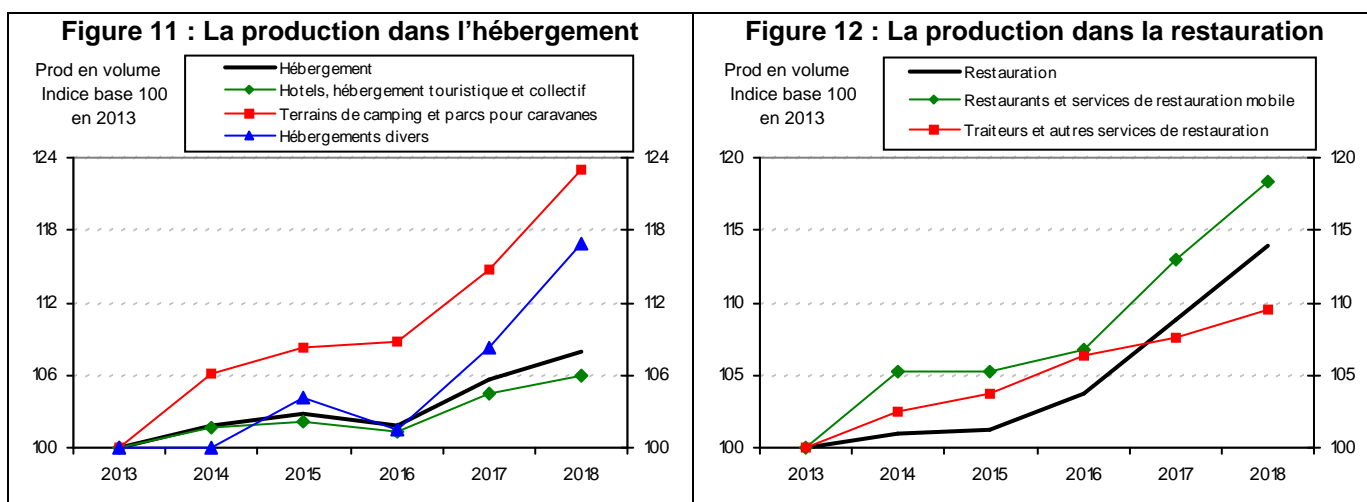
En 2018, la production des **activités de restauration** croît à un rythme proche de celui de l'année précédente (+ 4,8 % en volume après + 5,0 % en 2017). Les prix de la restauration progressent de 1,2 %.

L'activité des restaurants et des services de restauration mobile reste dynamique (la production croît de + 4,9 % en volume en 2018 après + 5,7 % en 2017). Elle comprend notamment la restauration rapide, dont les ventes progressent de près de 10 %. La restauration rapide continue de se diversifier et de monter en gamme, en

priviliégiant davantage les produits locaux, notamment bio ou plus sains. Les créations d'entreprises sont toujours nombreuses. Elles représentent un quart du nombre total d'entreprises dans la restauration rapide. De nouvelles enseignes se développent (exemple : french tacos...).

La production en volume des traiteurs et autres services de restauration progresse à un rythme régulier (+ 1,7 % en 2018 contre + 1,1 % en 2017).

La croissance des débites de boisson reste élevée avec une production en volume en hausse de 7,0 % après + 5,6 % en 2017; ils profitent notamment de la bonne tenue du tourisme et de la coupe du monde de football. Les prix sont stables (0,0 %).



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 13 : La production dans les hôtels et restaurants

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
			2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd
I	Hébergement et restauration	116,2	1,5	4,6	4,2	1,7	1,6	2,0
I55Z	Hébergement	27,9	-0,9	3,6	2,3	1,9	2,2	4,6
I55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre héberg. collectif	23,3	-0,9	3,1	1,3	2,0	2,0	5,1
I55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véh. loisirs	2,4	0,5	5,6	7,1	2,6	4,5	2,7
I55Z3	Hébergements divers	2,3	-2,5	6,8	7,9	-0,3	1,6	2,1
I56Z	Restauration	88,3	2,3	5,0	4,8	1,6	1,4	1,2
I56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	59,8	1,4	5,7	4,9	1,5	1,5	1,5
I56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	13,4	2,7	1,1	1,7	2,6	1,6	1,4
I56Z3	Services des débits de boissons	15,2	5,7	5,6	7,0	1,4	1,1	0,0

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 14 : La demande intérieure dans les hôtels et restaurants

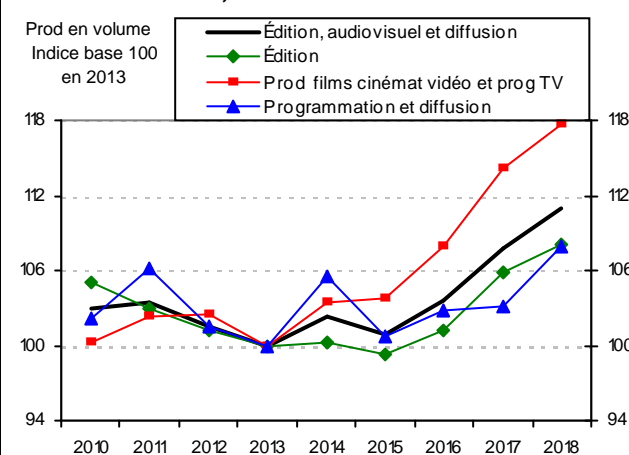
Code	Branche	Valeur en Mrds	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
I	Hébergement et restauration							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	33,2	0,4	3,0	4,5	1,6	1,5	1,4
	Demande de consommation finale	84,4	2,0	5,2	4,0	1,7	1,6	2,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z	Hébergement							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,8	-1,5	-2,4	3,1	1,9	2,0	4,0
	Demande de consommation finale	19,6	-0,3	6,6	1,9	1,9	2,2	5,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre héberg. collectif							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,2	-0,2	-3,1	0,8	2,2	2,0	4,1
	Demande de consommation finale	15,5	-1,0	7,1	1,6	1,9	2,0	5,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véh. loisirs							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,0	-150,0	-1050,0	0,0	33,3	0,0	5,3
	Demande de consommation finale	2,4	1,3	3,4	7,0	2,5	4,6	2,7
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z3	Hébergements divers							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,5	-26,6	3,9	71,2	-8,2	1,9	2,4
	Demande de consommation finale	1,7	4,1	7,0	-2,0	1,2	1,6	2,1
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z	Restauration							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	24,5	1,2	5,1	4,9	1,5	1,4	0,5
	Demande de consommation finale	64,8	2,7	4,8	4,7	1,7	1,4	1,5
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z1	Restaurants et services de restauration mobile							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	16,4	-1,4	6,1	4,9	1,4	1,4	1,5
	Demande de consommation finale	43,5	2,5	5,6	4,9	1,5	1,5	1,5
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z2	Traiteurs et autres services de restauration							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,1	28,8	7,0	9,3	2,2	1,6	1,4
	Demande de consommation finale	11,7	-0,8	0,2	0,5	2,6	1,6	1,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z3	Services des débits de boissons							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	6,0	1,0	2,1	3,6	1,4	1,1	-2,6
	Demande de consommation finale	9,5	9,0	7,9	9,1	1,4	1,1	1,7
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Ralentissement de l'activité dans l'édition, l'audiovisuel et la diffusion

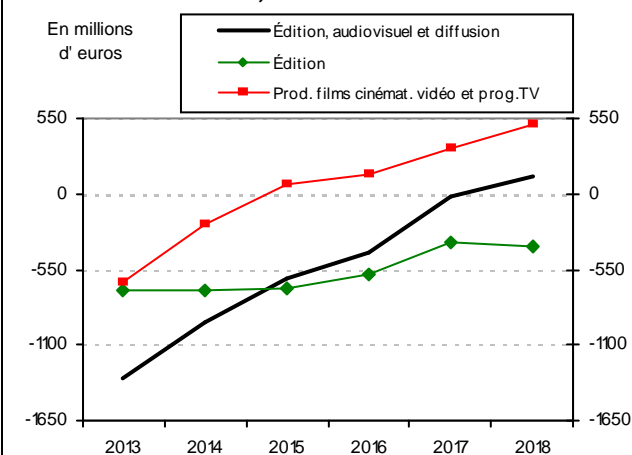
En 2018, les activités d'édition, audiovisuel et diffusion sont moins bien orientées que l'année précédente. En effet, la production en volume n'augmente que de 2,9 % après + 4,0 % en 2017 dans un contexte de léger rebond des prix (+ 0,5 % après - 0,4 %). La vigueur de l'investissement (+ 8,3 % en volume après + 7,3 %) est le principal vecteur de croissance de la branche tandis que la consommation intermédiaire des entreprises est moins dynamique (+ 1,9 % en volume après + 2,9 %). A contrario, le recul de la consommation des ménages et des administrations publiques (- 2,8 % en volume après - 2,0 %) continue de peser sur l'activité de la branche. Par ailleurs, les échanges extérieurs sont équilibrés.

Figure 15 : La production en volume dans l'édition, audiovisuel et diffusion



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 16 : Le solde des échanges extérieurs dans l'édition, audiovisuel et diffusion



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

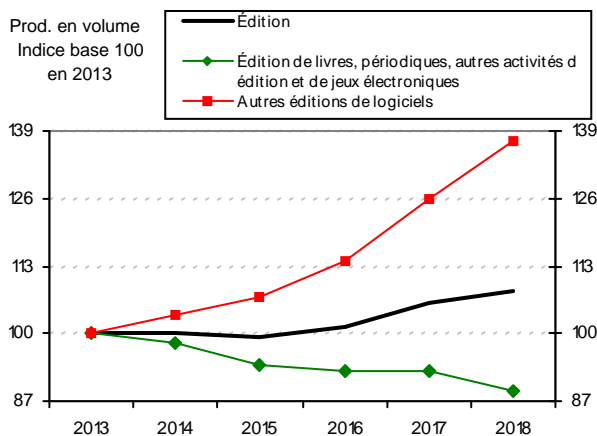
La branche **édition** représente la moitié de la valeur produite de l'activité édition, audiovisuel et diffusion. L'édition ralentit en 2018 après avoir connu une année 2017 très favorable : la production croît de 2,1 % en volume après + 4,6 %. La hausse des prix (+ 1,8 % après + 0,2 %) autorise une progression de la production en valeur de 3,9 %. L'activité demeure portée par la vigueur de l'investissement (+ 9,2 % en volume après + 8,4 % en 2017) alors que les autres composantes de la demande s'inscrivent en baisse.

En 2018, les activités d'édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques sont en perte de vitesse après une année 2017 étale (- 3,8 % en volume après - 0,2 %). L'activité pâtit essentiellement de la baisse combinée de la demande des ménages (- 3,4 % après - 3,1 % en 2017) et de la consommation intermédiaire des entreprises (- 2,6 % après + 2,0 % l'année précédente). Notamment, le marché du livre demeure déprimé : selon Livre Hebdo, les ventes de livres au détail enregistrent en 2018 leur plus forte baisse depuis 10 ans (- 1,7 % en valeur).

A l'inverse, la vigueur des autres éditions de logiciels se prolonge en 2018 : la production en volume croît de 8,7 % après + 10,5 % l'année précédente. La production en valeur augmente de 10,6 % grâce à une hausse des prix de 1,7 %. Cette dynamique est corroborée par le Syntec Numérique qui enregistre une progression du chiffre d'affaires des éditeurs de logiciels¹ de 5,3 % après + 5,2 % en 2017.

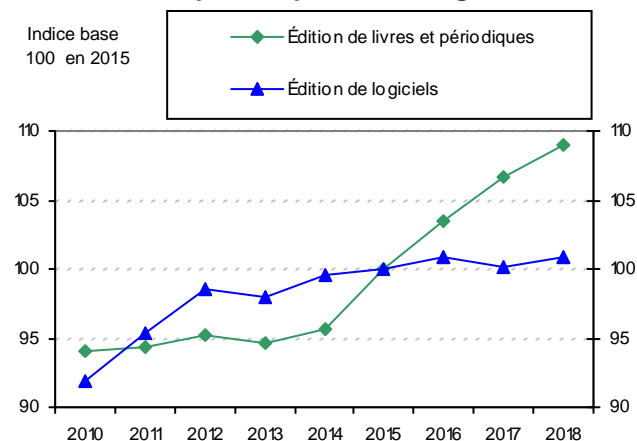
¹ Le champ d'activité enquêté par le Syntec Numérique, qui suit une logique Métiers, ne recouvre pas celui suivi par l'Insee.

Figure 17 : La production en volume dans l'édition



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 18 : Les prix de production des éditions de livres, périodiques, et de logiciels



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2015

En 2018, l'activité de la branche **production de films cinématographiques, de vidéos et programmes de télévision - enregistrement sonore et édition musicale** ralentit par rapport à l'année précédente (+ 3,1 % en volume après + 5,8 %), étant donné la moindre croissance de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 2,0 % en volume après + 5,2 %). La production en valeur croît de 3,7 % compte tenu du léger rebond des prix (+ 0,6 % après - 1,1 %).

Les activités de production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision restent bien orientées en 2018 : la production en volume s'inscrit en hausse de 4,3 % après + 5,3 % en 2017. Les prix progressent timidement (+ 0,3 %) après avoir reculé en 2017 (- 0,8 %). L'activité de la branche demeure soutenue par le dynamisme de la production pour la télévision. A l'inverse, selon le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC), la production cinématographique se tasse en 2018. Ainsi, les investissements dans les films d'initiative française reculent de 12 % par rapport à 2017 en dépit d'une augmentation du nombre de films produits (237 films après 222 films en 2017).

En 2018, la production en volume de la branche distribution de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision freine à + 0,7 % après une année 2017 particulièrement dynamique (+ 7,2 %). Grâce au rebond des prix (+ 1,6 % après - 2,0 %), la production en valeur augmente de 2,4 % (+ 5,0 % en 2017). Selon le CNC, la fréquentation des salles de cinéma fléchit en 2018 : le nombre d'entrées en salle s'établit à 200 millions, soit une baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Les films français sont moins concernés : leur fréquentation dans les salles nationales freine seulement légèrement. Aussi, leur part de marché progresse de 37,5% en 2017 à 39,5% en 2018. Par ailleurs, le marché de la vidéo

physique continue de se détériorer : les ventes de DVD et de Blu-ray s'établissent à 449 millions d'euros en 2018, en baisse de 16,4 %.

Après l'embellie observée en 2015 et 2016, les activités d'enregistrement sonore et édition musicale marquent le pas en 2018. En effet, la production de la branche progresse de 0,3 % en volume après + 4,8 % en 2017 et + 5,5 % en 2016. Ce ralentissement des volumes combiné au reflux des prix (- 0,5 % comme en 2017) entraîne une stabilisation de la production en valeur (- 0,2 % après + 4,2 %). D'après le Syndicat National de l'édition Phonographique (SNEP), les ventes de musiques enregistrées ralentissent en 2018 à + 1,5 % après + 3,9 % en 2017 et + 5,4 % en 2016. Le marché reste porté par l'expansion du streaming dont le chiffre d'affaires progresse de 26 % en 2018. Ce segment représente désormais 51 % des ventes de musique. A l'inverse, les ventes physiques continuent de se contracter (- 15 % en 2018).

La production en volume de la branche **programmation et diffusion** accélère en 2018 (+ 4,7 % après + 0,3 % l'année précédente). Le reflux des prix (- 2,7 % après - 0,7 %) freine la progression de la production en valeur qui s'établit à + 1,9 % après - 0,3 %.

La production des activités de radiodiffusion redémarre en 2018 après une année 2017 morose (+ 5,3 % en volume après - 0,4 %). La production en valeur augmente de 4,8 % compte tenu du léger fléchissement des prix (- 0,5 % après + 0,7 %). Le fort rebond de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 11,8 % en volume après - 1,0 % en 2017) est le principal moteur de la croissance de la branche. Dans ce contexte, les recettes publicitaires pour le média « radio » se stabilisent (- 0,2 % en 2018 après - 2,6 %) selon l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires (IREP).

En 2018, les activités de programmation de télévision et télédiffusion retrouvent de l'allant : la production en volume accélère à +4,6 % après +0,4 % en 2017. Le net fléchissement des prix (-3,0 % après -0,8 %) modère la hausse de la production en valeur qui s'établit à +1,5 % (-0,4 % en 2017). Le redressement de l'activité est porté par la forte augmentation de la consommation

intermédiaire des entreprises (+7,7 % en volume après s'être stabilisée en 2017) alors que la demande des ménages et des administrations publiques demeure étale (0,0 % après +0,9 %). Par ailleurs, selon l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires (IREP), les recettes de publicité des diffuseurs de programmes de télévision progressent de 2,4 % en 2018 après +1,0 %.

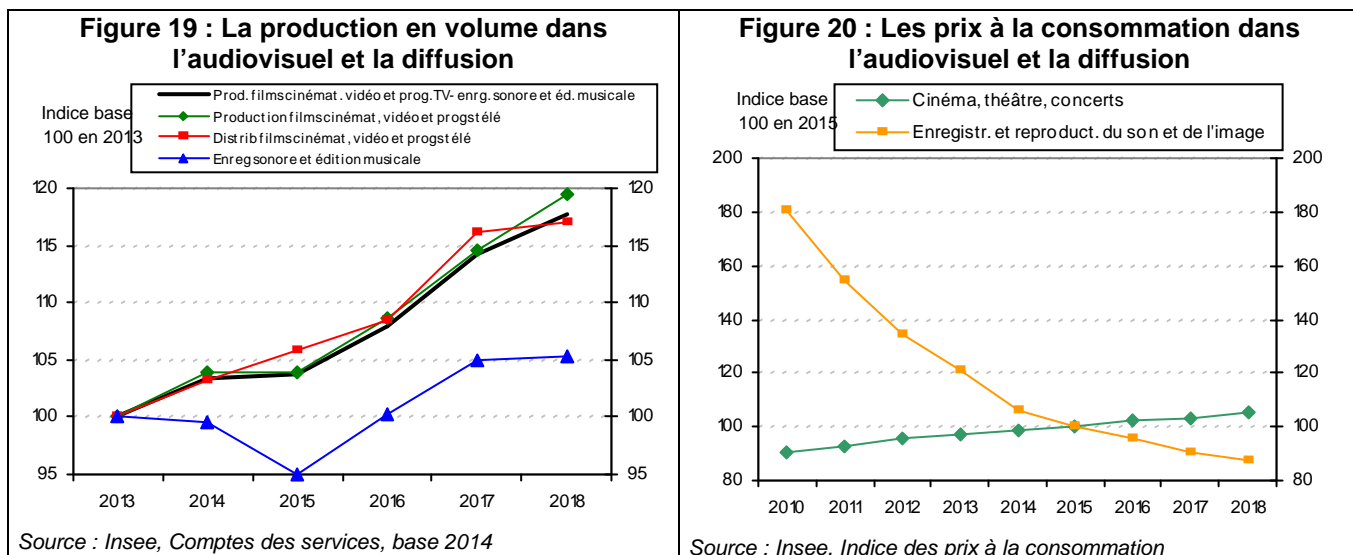


Figure 21 : La production dans l'Édition, audiovisuel et diffusion

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
			2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	57,1	2,6	4,0	2,9	0,7	-0,4	0,5
J58Z	Édition	28,1	2,0	4,6	2,1	1,5	0,2	1,8
J58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités édition et jeux électr.	14,1	-1,4	-0,2	-3,8	2,0	1,3	1,8
J58Z2	Autres éditions de logiciels	14,0	6,5	10,5	8,7	0,9	-0,9	1,7
J59Z	Production films cinéma vidéo & TV & édition musicale	17,2	4,0	5,8	3,1	-0,1	-1,1	0,6
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV	11,4	4,6	5,3	4,3	0,8	-0,8	0,3
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV	4,7	2,4	7,2	0,7	-2,2	-2,0	1,6
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	1,1	5,5	4,8	0,3	-0,1	-0,5	-0,5
J60Z	Programmation et diffusion	11,8	2,0	0,3	4,7	0,1	-0,7	-2,7
J60Z1	Radiodiffusion	1,5	2,5	-0,4	5,3	0,7	0,7	-0,5
J60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	10,3	1,9	0,4	4,6	0,0	-0,8	-3,0

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 22 : La demande intérieure dans l'Édition, audiovisuel et diffusion

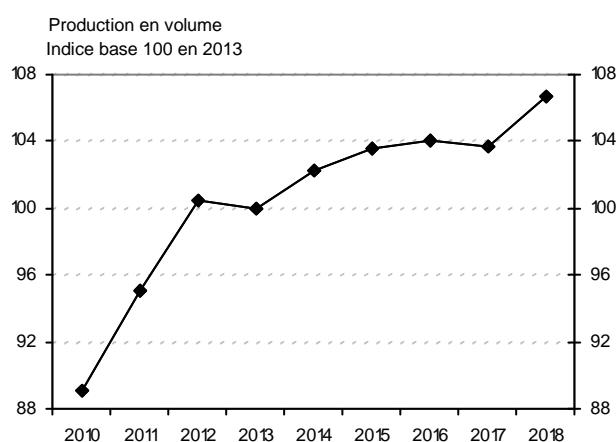
Code	Branche	Valeur	Taux de croissance			Taux de croissance du prix de		
		en Mrds €	en volume, en %			la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
JA	Édition, audiovisuel et diffusion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	27,6	2,6	2,9	1,9	0,3	-0,6	0,1
	Demande de consommation finale	18,1	-0,9	-2,0	-2,8	1,4	0,8	1,0
	Demande pour investissement, dont :	17,7	4,6	7,3	8,3	0,9	-0,8	1,0
	entreprises	15,7	4,5	7,0	8,3	0,9	-0,8	0,9
	ménages							
J58Z	Édition							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,6	2,7	2,0	-2,6	1,7	0,9	1,7
	Demande de consommation finale	11,6	-3,0	-3,2	-3,5	1,8	1,2	1,7
	Demande pour investissement, dont :	13,9	4,9	8,4	9,2	1,0	-0,8	1,8
	entreprises	11,9	4,7	8,2	9,2	1,1	-0,8	1,8
	ménages							
J58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités édition et jeux électr.							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,6	2,7	2,0	-2,6	1,7	0,9	1,7
	Demande de consommation finale	11,5	-3,1	-3,1	-3,4	1,9	1,3	1,8
	Demande pour investissement, dont :	0,0	-2,3	0,0	-4,5	2,4	2,3	2,4
	entreprises	0,0	-2,3	0,0	-4,5	2,4	2,3	2,4
	ménages							
J58Z2	Autres éditions de logiciels							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	0,1	8,5	-6,7	-6,3	-8,4	-7,2	-6,0
	Demande pour investissement, dont :	13,8	4,9	8,4	9,2	1,0	-0,8	1,8
	entreprises	11,8	4,8	8,2	9,3	1,0	-0,8	1,8
	ménages							
J59Z	Production films cinéma vidéo & TV & édition musicale							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	12,5	3,5	5,2	2,0	0,0	-1,1	1,0
	Demande de consommation finale	1,9	-0,2	-1,4	-4,4	-1,0	-0,8	-1,0
	Demande pour investissement, dont :	2,7	6,3	5,1	5,9	0,8	-0,8	-1,9
	entreprises	2,7	6,3	5,1	5,9	0,8	-0,8	-1,9
	ménages							
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,9	4,8	5,3	3,0	0,7	-0,8	0,9
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	2,7	6,3	5,1	5,9	0,8	-0,8	-1,9
	entreprises	2,7	6,3	5,1	5,9	0,8	-0,8	-1,9
	ménages							
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	3,0	0,0	7,2	-0,3	-2,8	-2,6	1,3
	Demande de consommation finale	1,2	-3,5	-4,3	-7,0	0,1	0,5	-1,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,6	3,2	-4,9	0,0	3,3	2,7	0,3
	Demande de consommation finale	0,6	7,8	5,0	1,0	-3,3	-3,6	-0,8
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
J60Z	Programmation et diffusion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	6,6	0,9	-0,1	8,1	-1,1	-1,5	-3,4
	Demande de consommation finale	4,7	4,5	0,8	-0,4	1,5	0,4	0,0
	Demande pour investissement, dont :	1,1	-1,0	0,4	4,5	0,0	-0,7	-2,0
	entreprises	1,1	-1,0	0,4	4,5	0,0	-0,7	-2,0
	ménages							
J60Z1	Radiodiffusion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,8	5,0	-1,0	11,8	0,7	0,7	0,4
	Demande de consommation finale	0,6	0,2	0,3	-2,9	0,7	0,7	0,3
	Demande pour investissement, dont :	0,1	-0,8	-0,8	5,3	0,8	0,8	0,0
	entreprises	0,1	-0,8	-0,8	5,3	0,8	0,8	0,0
	ménages							
J60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	5,8	0,5	0,0	7,7	-1,4	-1,8	-3,9
	Demande de consommation finale	4,1	5,2	0,9	0,0	1,6	0,3	0,0
	Demande pour investissement, dont :	1,0	-1,0	0,5	4,4	-0,1	-0,9	-2,3
	entreprises	1,0	-1,0	0,5	4,4	-0,1	-0,9	-2,3
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Embellie dans les services de télécommunication

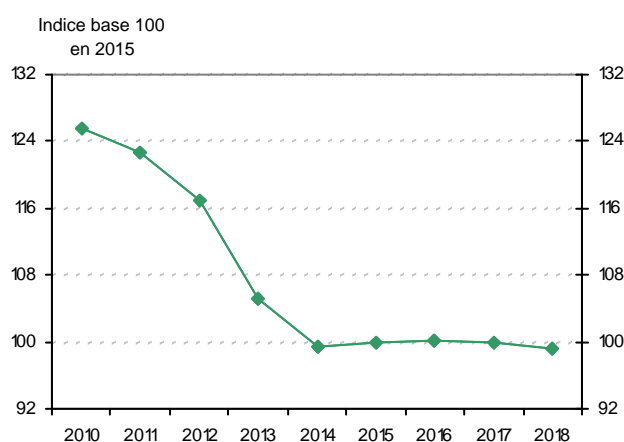
L'activité dans les services de télécommunication se redresse nettement en 2018 après une année 2017 morose. Ainsi la production croît de 2,9 % en volume (- 0,3 % l'année précédente) dans un contexte de repli modéré des prix (- 0,5 % après - 1,9 %). Le dynamisme retrouvé de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 2,9 % en volume après - 2,6 %) est le principal vecteur de la croissance de l'activité tandis que la demande des ménages marque légèrement le pas (+ 1,5 % après + 1,8 % en 2017). Par ailleurs, le solde du commerce extérieur redeviendrait positif en 2018 (+ 0,1 milliard d'euros après - 0,2 milliard d'euros en 2017) sous l'effet d'une plus forte hausse des exportations (+ 12,5 % en valeur) par rapport aux importations (+ 2,8 %).

Figure 23 : La production dans les services de télécommunications



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 24 : Prix de production dans les services de télécommunications



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2015

En 2018, selon l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), le nombre de lignes téléphoniques mobiles (y compris les cartes MtoM²) progresse de 5,1 % après + 5,7 % en 2017. Cette dynamique est soutenue par l'augmentation du nombre d'abonnements et forfaits (+ 4,1 %) ainsi que par la vive expansion du marché des objets connectés (+ 22,1 % de cartes MtoM). À l'inverse, le segment des cartes prépayées continue de se contracter à - 10,8 % après - 8,4 % en 2017. En 2018, ce marché ne représente plus que 10,3 % du total des lignes téléphoniques mobiles contre 12,2 % l'année précédente. Dans ce contexte, les recettes de téléphonie mobile (y compris les cartes MtoM) s'accroissent de 0,8 % en 2018. Par ailleurs, la facture mensuelle moyenne (hors carte MtoM) des clients des opérateurs mobiles se stabilise autour de 14,50 €, étant donné le repli modéré des prix. La téléphonie mobile représente 42 % des recettes

des opérateurs auprès du client final (hors recettes d'interconnexion entre opérateurs), ce qui est stable par rapport à 2017.

En 2018, la consommation de données de services mobiles (mesurée en téraoctets) progresse de façon très soutenue. Son rythme de croissance est cependant moins élevé qu'aux quatre années précédentes (+ 66 % en 2018 contre + 96 % en moyenne entre 2013 et 2017). Cela est lié à une moindre expansion du parc d'utilisateurs des réseaux 4G : + 20,5 % en 2018 après + 34,2 % en 2017 et + 62,3 % en 2016. Par ailleurs, la baisse des émissions de messages interpersonnels (SMS et MMS) se prolonge en 2018 (- 6,7 % après - 8,6 %) sous l'effet de l'utilisation croissante par les clients des opérateurs mobiles des services de messagerie instantanée.

Le trafic téléphonique, mesuré en minutes, se contracte en 2018 (- 0,5 %) mais moins que l'année précédente (- 2,5 %), en raison principalement de l'accélération des communications de la téléphonie mobile. En effet, celles-ci augmentent de 3,7 % après + 2,0 % l'année précédente, alors que le volume des communications depuis les postes fixes

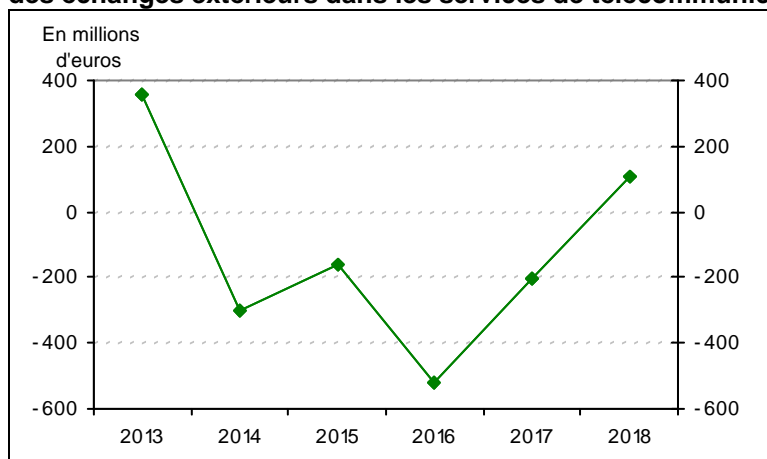
² La technologie MtoM (machine to machine) permet à des équipements (serveurs centraux, caméras et systèmes, matériels communicants, terminaux, etc.) d'échanger en temps réel, sans intervention humaine, des données informatiques, graphiques, visuelles ou sonores entre eux ou avec des systèmes d'information, via un réseau.

prolonge sa tendance baissière (- 11,0 % après - 12,3 %). Par conséquent, la part de la téléphonie mobile dans le volume total des communications continue de s'accroître : elle s'établit à 74,5 % contre 71,4 % en 2017.

Le marché de l'internet à haut et très haut débit continue de se renforcer en 2018. Ainsi, le nombre d'abonnements progresse de 2,4 % après + 2,8 % en 2017. Cet essor est porté par l'expansion du marché de l'internet très haut débit (au moins 30 Mbit par seconde). En effet, ce segment augmente

de 28,5 %, soit un rythme voisin de celui enregistré en 2017, en lien avec l'extension des accès en fibre optique de bout en bout. Fin 2018, ces derniers représentent 16 % des abonnements internet et 54% des accès à très haut débit. Malgré cette dynamique, les revenus de l'internet à haut et très haut débit se stabilisent en 2018 (- 0,1 %) alors qu'ils progressaient de 3,0 % l'année précédente. Ce phénomène s'explique notamment par les promotions tarifaires des opérateurs dans un marché très concurrentiel.

Figure 25 : Le solde des échanges extérieurs dans les services de télécommunications



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 26 : La production dans les services de télécommunications

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
			2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	54,9	0,4	-0,3	2,9	0,6	-1,9	-0,5

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 27 : La demande intérieure dans les services de télécommunications

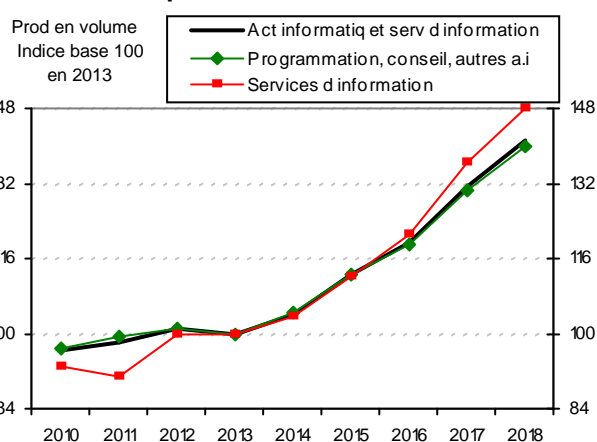
Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
			2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	33,6	3,0	-2,6	2,9	0,5	-1,2	-0,2
	Demande de consommation finale	21,2	-1,9	1,8	1,5	0,8	-3,0	-1,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

L'activité ralentit dans les services informatiques

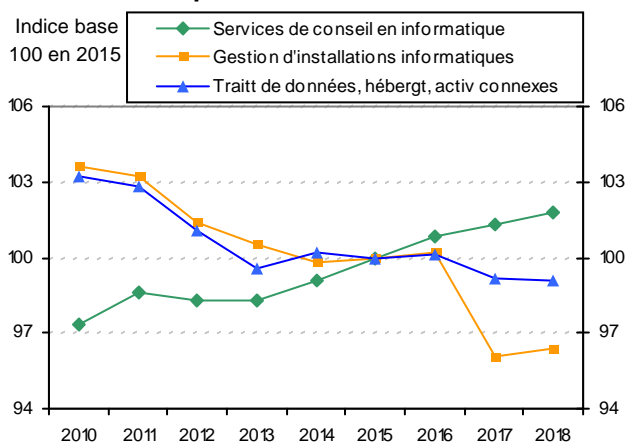
L'activité dans les services informatiques ralentit en 2018 après avoir bondi en 2017 : la production en volume augmente de 7,6 % (+ 10,0 % en 2017) dans un contexte de léger rebond des prix (+ 0,5 % après - 0,4 % l'année précédente). L'activité demeure soutenue par une demande intérieure solide même si celle-ci ralentit. En effet, l'investissement et la consommation intermédiaire des entreprises progressent en volume respectivement de 7,8 % (+ 11,2 % en 2017) et 6,7 % (+ 13,5 % l'année précédente). Par ailleurs, le déficit extérieur s'améliore (- 1,1 milliard d'euros après - 1,3 milliard en 2017) sous l'effet d'une hausse plus forte des exportations (+ 6,9 % en valeur) que des importations (+ 5,1 %).

Figure 28 : La production dans les activités informatiques et services d'information



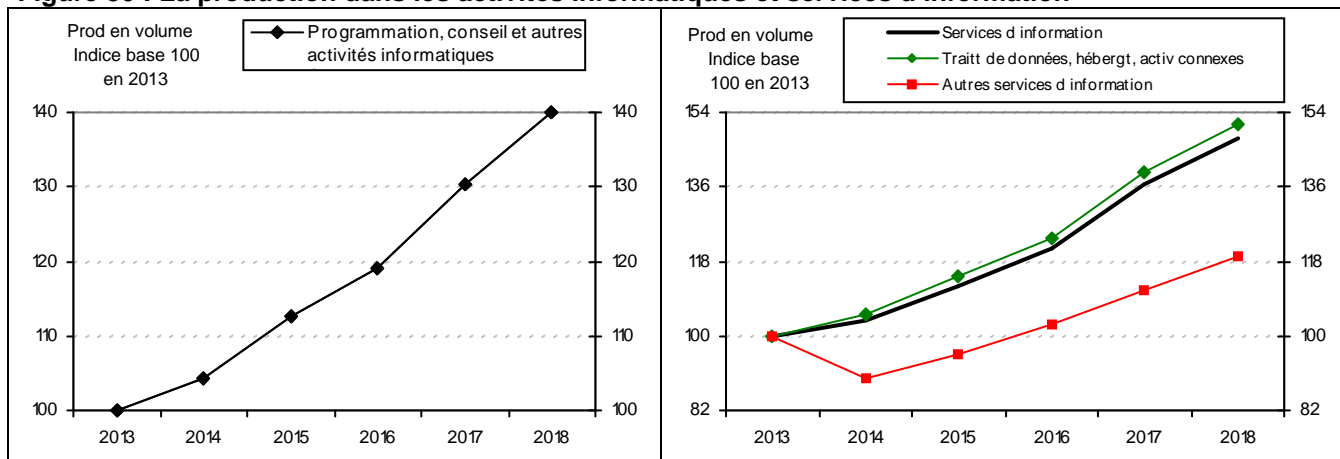
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 29 : Prix de production dans les activités informatiques et services d'information



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2015

Figure 30 : La production dans les activités informatiques et services d'information



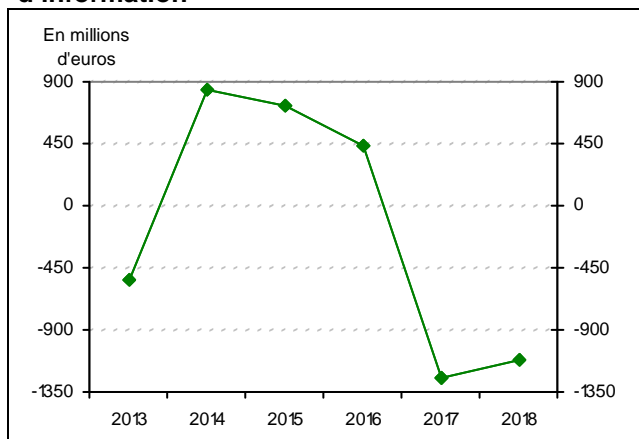
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

En 2018, l'activité de la branche **services de programmation, conseil et autres activités informatiques** ralentit après avoir enregistré une croissance exceptionnelle en 2017. En effet, la production en volume progresse de 7,5 % après + 9,5 % l'année précédente. La production en valeur croît de 8,1 % en lien avec la faible hausse

des prix (+ 0,5 % après - 0,3 % en 2017). La demande intérieure se maintient à un niveau élevé. Ainsi, l'investissement augmente de 7,5 % en volume (+ 11,2 % l'année précédente) et la consommation intermédiaire des entreprises progresse de 6,6 % (+ 13,5 % en 2017). Selon le Syntec Numérique, les activités de « conseil et

services informatiques³ » progressent de 3,3 % en 2018 après + 3,2 %. En particulier, la croissance est portée par les segments « conseil », « infogérance applicative » et « intégration ».

Figure 31 : Le solde des échanges extérieurs des activités informatiques et services d'information



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

L'activité des **services d'information** augmente encore à vive allure mais s'infléchit en 2018 : la production en volume augmente de 8,3 % après + 12,7 %. Compte tenu de la stabilisation des prix (+ 0,1 % après - 0,7 %), la production en valeur s'accroît de 8,4 % (+ 11,9 % l'année précédente). La croissance de l'investissement se maintient à un niveau très élevé (+ 10,2 % en volume après + 10,8 %), tandis que le ralentissement de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 7,2 % en volume après + 13,5 %) tempère l'activité de la branche.

Les activités de traitement de données, hébergement et activités connexes - portails Internet représentent plus de 90 % de l'activité de la branche « services d'information ». La production en volume progresse de 8,4 % après + 13,1 % l'année précédente. Les prix demeurent égaux (+ 0,1 %) après avoir reculé en 2017 (- 0,7 %). La production en valeur ralentit à + 8,5 % après + 12,3 %.

En 2018, la production en volume des autres services d'information freine légèrement à + 7,2 % après + 8,4 %. Les prix rebondissent timidement (+ 0,4 %) après avoir reflué l'année précédente (- 0,3 %), ce qui permet à la production de progresser en valeur de 7,6 %.

³ Le champ d'activité enquêté par le Syntec Numérique, qui suit une logique Métiers, ne recouvre pas celui suivi par l'Insee.

Figure 32 : La production des activités informatiques et services d'information

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
JC	Activités informatiques et services d'information	102,9	6,1	10,0	7,6	0,5	-0,4	0,5
J62Z	Programmation, conseil & autres activités informatiques	86,6	5,8	9,5	7,5	0,6	-0,3	0,5
J63Z	Services d'information	16,3	8,0	12,7	8,3	0,2	-0,7	0,1
J63Z1	Traitement de données, hébergement & portails Internet	14,9	8,1	13,1	8,4	0,2	-0,7	0,1
J63Z2	Autres services d'information	1,5	7,4	8,4	7,2	0,0	-0,3	0,4

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 33 : La demande intérieure des activités informatiques et services d'information

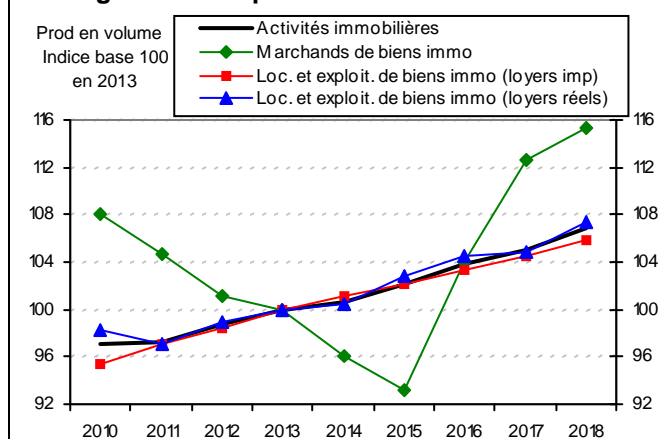
Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
JC	Activités informatiques et services d'information							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	39,6	5,2	13,5	6,7	0,8	-0,4	0,5
	Demande de consommation finale	1,2	5,7	9,7	8,1	-0,2	0,4	1,1
	Demande pour investissement, dont :	63,4	7,4	11,2	7,8	0,4	-0,3	0,4
	entreprises	54,0	7,8	11,4	7,7	0,3	-0,3	0,4
	ménages							
J62Z	Programmation, conseil & autres activités informatiques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	29,2	4,3	13,5	6,6	1,0	-0,3	0,7
	Demande de consommation finale	1,2	5,8	9,5	8,2	-0,3	0,6	1,1
	Demande pour investissement, dont :	57,5	7,4	11,2	7,5	0,4	-0,3	0,5
	entreprises	48,0	7,7	11,5	7,4	0,3	-0,3	0,5
	ménages							
J63Z	Services d'information							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	10,4	7,8	13,5	7,2	0,2	-0,6	0,1
	Demande de consommation finale	0,1	5,5	13,6	7,6	1,7	-1,5	0,0
	Demande pour investissement, dont :	6,0	8,2	10,8	10,2	0,2	-0,7	0,1
	entreprises	6,0	8,2	10,8	10,2	0,2	-0,7	0,1
	ménages							
J63Z1	Traitement de données, hébergement & portails Internet							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,8	8,0	14,6	7,2	0,2	-0,7	0,1
	Demande de consommation finale	0,1	5,5	13,6	7,6	1,7	-1,5	0,0
	Demande pour investissement, dont :	6,0	8,2	10,8	10,2	0,2	-0,7	0,1
	entreprises	6,0	8,2	10,8	10,2	0,2	-0,7	0,1
	ménages							
J63Z2	Autres services d'information							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,6	6,7	7,6	6,9	0,0	-0,3	0,4
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

En 2018, l'activité des services immobiliers accélère

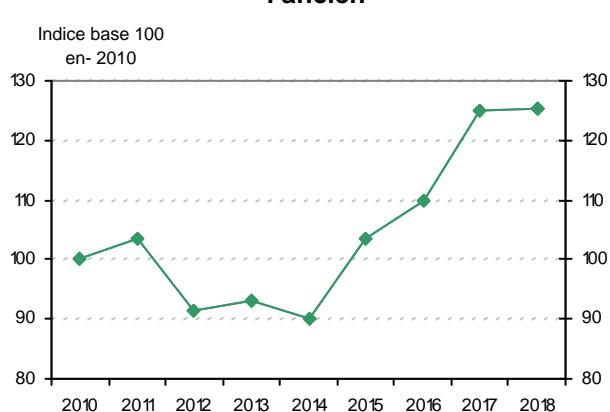
En 2018, les activités immobilières progressent de + 1,8 % en volume, après + 1,1 % en 2017. La location (loyers réels et imputés) constitue l'essentiel de la production de la branche (96 %); elle accélère : + 1,7 % après + 0,8 % en volume. A l'inverse, les activités immobilières pour compte de tiers et des marchands de biens marquent le pas après avoir augmenté à vive allure les deux années précédentes (+ 2,5 % en volume, après + 8,3 % et + 11,6 %), en raison du ralentissement des transactions de logements. La hausse des prix des services immobiliers demeure contenue (+ 0,4 % en 2018).

Figure 34 : La production dans l'immobilier



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 35 : Les transactions de logements dans l'ancien



Source : CGEDD, d'après DGFIP (Medoc) et bases notariales

En 2018, l'activité des **agences immobilières, marchands et administrateurs de biens** continue de progresser mais ralentit fortement. Leur production augmente de 2,5 % en volume après + 8,3 % en 2017 et + 11,6 % en 2016.

L'activité des *agences immobilières* continue de progresser, après avoir fortement augmenté les deux années précédentes. Elle décélère néanmoins nettement en volume (+ 1,3 % en 2018 après + 11,3 % et + 13,2 %). L'activité des agences est très sensible aux évolutions du marché des logements anciens. Les ménages sont en effet les principaux clients des agences immobilières. Les commissions liées aux transactions sur les biens génèrent 56 % de leurs ressources⁴. Les frais d'agence sur les locations (44 % de la production des agences immobilières) se composent de frais de négociation et d'intermédiation, exclusivement facturés aux bailleurs, et de frais liés aux visites, constitution des dossiers et états des lieux, partagés entre les locataires et les bailleurs. L'activité générée par la location est beaucoup plus régulière que l'activité liée aux ventes de biens immobiliers.

Selon le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD⁵), le nombre de transactions de logements anciens atteint en 2018 un niveau inégalé depuis 40 ans au moins à 970 millions de transactions d'appartements et maisons. Il ne progresse que légèrement après avoir fortement crû les deux années précédentes. Cette stabilisation du marché immobilier à un point haut s'explique notamment par des conditions de financement très favorables : les taux d'intérêt sont restés à un niveau très bas. L'allongement de la durée des prêts se poursuit en 2018, en raison notamment de la hausse des prix des biens vendus (+ 3,0 % pour les logements anciens d'après l'indice Notaires-Insee) qui entame la solvabilité des acquéreurs.

Dans ce contexte de ralentissement de l'activité, les prix pratiqués par les agences augmentent moins qu'en 2017 (+ 0,9 % après + 1,8 %). En valeur, la production des agences immobilières atteint 7,1 milliards d'euros en 2018 (+ 2,2 %)

L'activité des *marchands de biens immobiliers* ralentit également (+ 1,9 % en volume après + 8,6 %) avec une stabilité des prix (- 0,2 %). Les marchands de biens sont davantage présents que les agences sur le marché de l'immobilier

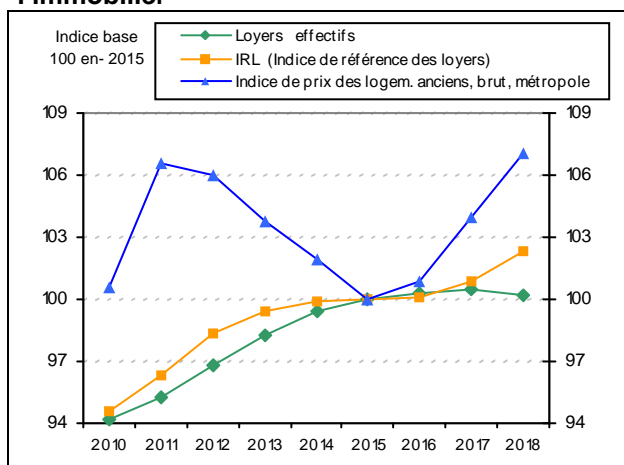
⁴ 52 % de la production pour les seuls biens vendus ou achetés par les ménages (logements quasi exclusivement)

⁵ CGEDD, d'après DGFIP (Medoc) et bases notariales

d'entreprises (bureaux, commerces...). Or les transactions sur ce segment ont été plus dynamiques que les ventes de logements en 2018. Le marché immobilier d'entreprises a été soutenu par la demande vigoureuse des investisseurs étrangers selon plusieurs réseaux professionnels (Réseau Knight Franck, Portail bureau locaux). La production en valeur s'établit à 1,3 milliard d'euros en 2018.

La production de l'administration de biens immobiliers est également très dynamique depuis 2016 (+ 4,3 % en 2018, + 4,5 % en 2017, après + 7,5 % en 2016). Les prix ralentissent (+ 1,2 % en 2018, après + 1,5 %), dans un contexte de mise en place de contrats-types ou forfaits tout inclus pour les prestations des syndicats, prévus par la loi Alur (Accès au Logement et urbanisme rénové). En valeur, la production atteint 5,6 milliards d'euros.

Figure 36 : Les prix à la consommation dans l'immobilier



Source : Insee, IPC et IRL et Notaires-Insee, indices de prix logement anciens

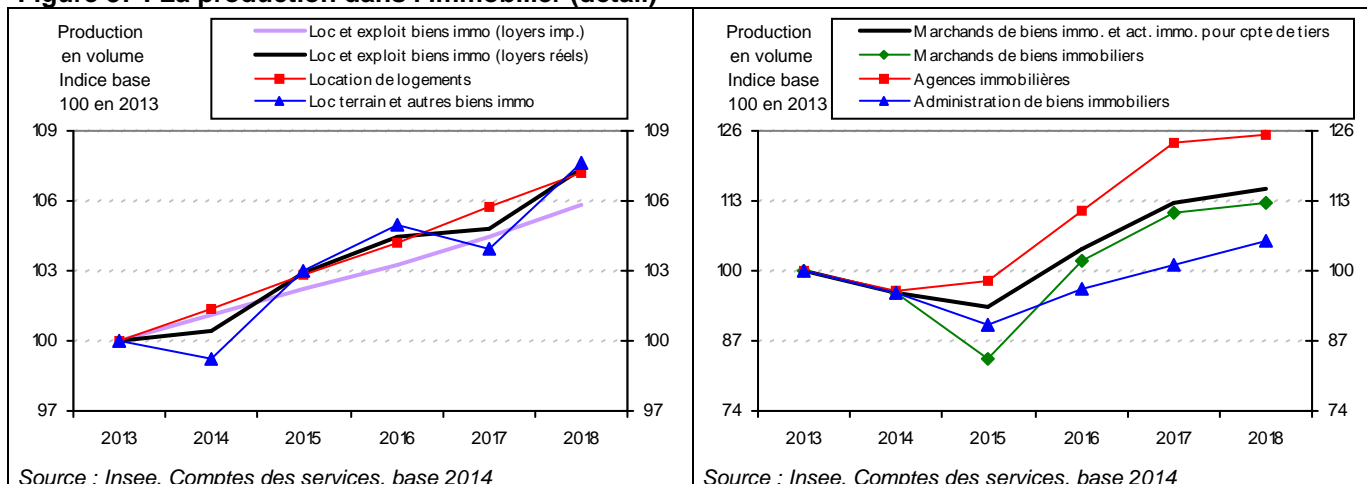
L'activité de **location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)** retrouve un rythme de croissance en volume de 2,5 % après avoir marqué le pas en 2017 (+ 0,3 %). Les prix augmentent faiblement (+ 0,1 %) comme les trois années précédentes. En valeur, l'activité de la branche atteint 132,1 milliards d'euros en 2018 (+ 2,6 %).

La location de logements (loyers réels) augmente en volume de 1,5 % en 2018, soit un rythme proche de celui des années précédentes (+ 1,4 %). Les prix continuent de décélérer (- 0,1 % en 2018, + 0,2 % en 2017 et en 2016 et + 0,6 % en 2015). Pourtant, les loyers acquittés par les locataires en cours de bail se redressent depuis 2017, en raison de la reprise de l'indice de référence (IRL) fondé sur l'inflation passée (+ 1,4 % en moyenne annuelle après + 0,8 % et + 0,1 % en 2016). Mais les loyers fixés suite à un changement de bail ou à la re-location, fléchissent. Le montant total de la production de la location de logements s'élève ainsi à 69,7 milliards d'euros en 2018 (+ 1,3 %).

En 2018, la location de terrains et autres biens immobiliers (loyers réels) rebondit (+ 3,6 % en volume après - 1,0 % en 2017). Les prix ralentissent (+ 0,4 %, après + 1,4 %). En valeur, l'activité atteint 62,4 milliards d'euros en 2018 (+ 4,0 %). La location d'autres biens immobiliers s'adresse quasi exclusivement aux entreprises, secteur financier et assurances compris (99 %).

Le montant des **loyers imputés**, loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent, est évalué à 179 milliards d'euros en valeur en 2018. Leur dynamique est voisine de celle des loyers réels de logements (+ 1,2 % en volume, + 0,6 % en prix).

Figure 37 : La production dans l'immobilier (détail)



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 38 : La production dans l'immobilier

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
LZ	Activités immobilières	324,7	1,7	1,1	1,8	0,4	0,5	0,4
L68A	Act. marchands biens immo. & act. imm compte tiers	14,0	11,6	8,3	2,5	1,3	1,5	0,9
L68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	1,3	21,8	8,6	1,9	0,4	0,3	-0,2
L68A2	Agences immobilières	7,1	13,2	11,3	1,3	1,0	1,8	0,9
L68A3	Administration de biens immobiliers	5,6	7,5	4,5	4,3	1,8	1,5	1,2
L68I	Location & exploitation biens immobiliers (loyers imputés)	178,5	1,2	1,1	1,2	0,2	0,3	0,6
L68R	Location & exploitation biens immobiliers (loyers réels)	132,1	1,6	0,3	2,5	0,6	0,8	0,1
L68R1	Location de logements (loyers réels)	69,7	1,4	1,4	1,5	0,2	0,2	-0,1
L68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	62,4	1,9	-1,0	3,6	1,0	1,4	0,4

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 39: La demande intérieure dans l'immobilier

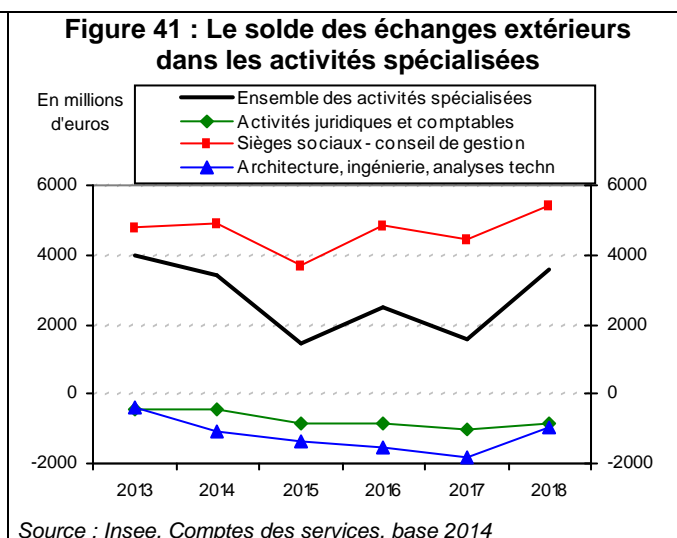
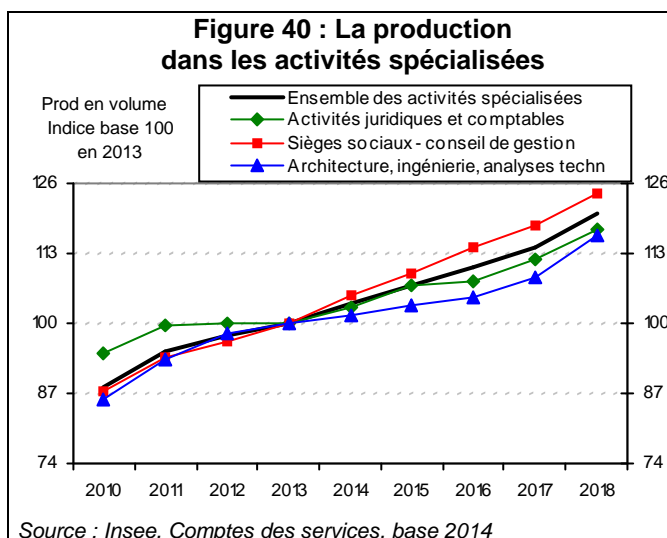
Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
LZ	Activités immobilières							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	72,4	2,8	-0,3	3,5	1,1	1,4	0,4
	Demande de consommation finale	252,5	1,2	1,2	1,3	0,2	0,3	0,4
	Demande pour investissement, dont :	5,2	16,3	14,1	2,2	1,0	1,7	1,2
	entreprises	0,5	2,2	15,5	9,8	0,5	0,6	-3,0
	ménages	4,5	18,4	14,0	1,5	1,0	1,8	1,7
L68A	Act. marchands biens immo. & act. imm compte tiers							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,3	10,3	5,3	2,7	1,5	1,6	0,8
	Demande de consommation finale	0,5	-5,3	4,2	2,1	0,4	-0,2	-0,2
	Demande pour investissement, dont :	5,2	16,3	14,1	2,2	1,0	1,7	1,2
	entreprises	0,5	2,2	15,5	9,8	0,5	0,6	-3,0
	ménages	4,5	18,4	14,0	1,5	1,0	1,8	1,7
L68A1	Activités des marchands de biens immobiliers							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,2	82,9	-21,4	1,8	0,5	0,6	0,0
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	1,1	13,4	15,3	2,0	0,4	0,3	-0,2
	entreprises	0,4	7,3	16,6	9,2	0,3	0,3	-4,3
	ménages	0,8	16,5	14,7	-1,4	0,5	0,3	2,0
L68A2	Agences immobilières							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,6	12,4	9,5	-0,5	1,0	1,8	0,0
	Demande de consommation finale	0,5	-5,3	4,2	2,1	0,4	-0,2	-0,2
	Demande pour investissement, dont :	4,0	17,2	13,7	2,3	1,1	2,1	1,6
	entreprises	0,1	-10,4	12,5	11,8	1,0	1,7	0,8
	ménages	3,7	18,8	13,9	2,1	1,1	2,1	1,7
L68A3	Administration de biens immobiliers							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	5,6	7,5	4,5	4,3	1,8	1,5	1,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68I	Location & exploitation biens immobiliers (loyers imputés)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	178,5	1,2	1,1	1,2	0,2	0,3	0,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68R	Location & exploitation biens immobiliers (loyers réels)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	64,1	2,0	-1,0	3,6	1,0	1,4	0,4
	Demande de consommation finale	73,4	1,3	1,3	1,5	0,3	0,3	-0,1
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68R1	Location de logements (loyers réels)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	72,8	1,4	1,4	1,5	0,3	0,2	-0,1
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	64,1	2,0	-1,0	3,6	1,0	1,4	0,4
	Demande de consommation finale	0,7	-8,6	-3,0	1,7	1,2	1,3	1,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

MA : Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

Une croissance de nouveau portée par le conseil de gestion et par la forte expansion des activités comptables

En 2018, le dynamisme de la production des activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyse techniques se renforce (+ 5,6 % en volume après + 3,6 %). Si toutes les branches ont contribué à la croissance, la hausse soutenue de la production s'explique surtout par le dynamisme des activités comptables (+ 7,7 % en volume) et du conseil de gestion (+ 8,3 % en volume). La pression tarifaire diminue (+ 0,7 % après 0,0 %). Au total, la production en valeur croît de 6,3 % (après + 3,6 %).



La production des **activités juridiques et comptables** poursuit son expansion à un rythme élevé en 2018 (+ 5,0 % en volume après + 4,0 % en 2017). Sa croissance est surtout tirée par les activités comptables (+ 7,7 % en volume). Les activités juridiques sont moins dynamiques qu'en 2017 (+ 2,2 % après + 3,9 %). Par ailleurs, les prix sont restés quasiment stables en 2018 (+ 0,1 %) après avoir augmenté en 2017 (+ 0,5 %). La mise en application de la loi Macron du 6 août 2015 a permis un décloisonnement des métiers du chiffre et du droit (+ 1 620 notaires d'après le rapport parlementaire chargé d'évaluer la loi⁶), mais n'est pas accompagnée d'une baisse des prix des actes notariés. Au total, la production en valeur croît de 5,1 % en 2018 après + 4,6 %.

La production des *activités juridiques* a ralenti en 2018 : + 2,3 % en volume après + 3,9 % en 2017. La stabilisation à un niveau élevé des ventes de logements anciens explique ce ralentissement alors que les transactions liées aux logements neufs continuent de progresser du fait de la forte

croissance des mises en chantier les années précédentes.

La bonne santé du marché immobilier profite toujours aux notaires dont la moitié de l'activité est liée à l'immobilier. Ainsi, la consommation de services juridiques liés à l'acquisition d'un bien immobilier (composante de l'investissement des ménages en comptabilité nationale) croît de 3,2 % en volume après + 13,1 %. Trois éléments expliquent principalement la bonne tenue du marché immobilier : la faiblesse persistante des taux d'intérêt, des prix en hausse contenue et une vitesse de rotation du parc immobilier qui se maintient à un taux élevé, selon les notaires. Par ailleurs, les autres types de prestations juridiques consommées par les ménages (conseil et assistance juridique) progressent également de 3,4 % en volume en 2018 (après + 5,9 % en 2017). De plus, les prix ont continué à augmenter après plusieurs années de modération (+ 2,2 % après 2,4 %). En valeur, la croissance de la branche est un peu plus faible en 2018 : + 4,5 % après + 6,4 %.

⁶ <https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/le-bilan-en-demi-teinte-des-quatre-mesures-phares-de-la-loi-macron-151059>

La production des activités comptables croît toujours à un rythme soutenu. Il se renforce même en 2018 (+ 7,7 % en volume contre + 4,1 % en 2017). En valeur, le constat est identique (+ 5,7 % en 2018 après + 2,8 %) malgré l'accentuation de la baisse des prix (- 1,9 % après - 1,2 %). Cette baisse continue des prix s'explique par une forte concurrence entre les cabinets. Elle touche notamment les missions comptables traditionnelles (service de tenue et surveillance de comptabilité, établissement des comptes annuels et déclarations fiscales) qui représentent toujours plus de 70 % de l'activité. Les plus petits cabinets pâtissent le plus de cette concurrence. En outre, face à la digitalisation des processus comptables, l'enjeu pour la branche est d'évoluer vers des missions de conseil à forte valeur ajoutée.

La production des **activités des sièges sociaux et du conseil de gestion** accélère en 2018 (+ 5,1 % en volume après + 3,4 %). L'activité des sièges sociaux augmente plus rapidement qu'en 2017 (+ 3,6 % après + 1,2 %). En outre, le dynamisme du conseil de gestion ne se dément pas (+ 8,3 % en volume en 2018 comme en 2017). L'évolution de l'activité de la branche dépend notamment de l'ampleur des opérations de fusions/acquisitions qui soutiennent la vitalité du conseil de gestion. Les prix repartent légèrement à la hausse (+ 1,2 % après 0,0 % en 2017 et - 0,2 % en 2016).

La production des activités des sièges sociaux accélère en 2018. L'activité des sièges sociaux contribue fortement à la performance de l'ensemble de la branche des activités spécialisées. En effet, avec une production de 94,6 milliards d'euros en valeur en 2018, cette branche représente 36 % de la production totale de la branche activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.

L'activité de conseil de gestion continue de se développer à vive allure depuis plusieurs années (+ 8,3 % en volume après + 8,3 % en 2017 et + 4,5 % en 2016). Son évolution suit avec un peu de décalage celle des mouvements de fusions acquisitions. Les consultants spécialisés participent en effet à l'instruction de nombreux dossiers de rapprochement, que ceux-ci aboutissent ou non. En 2018, le nombre de fusions acquisitions a baissé en France après avoir fortement augmenté en 2017 et il a continué d'augmenter dans le monde, selon Thomson Reuters. Les prix augmentent faiblement (+ 1,2 %) en dépit d'une demande en forte hausse, le marché du conseil étant très concurrentiel.

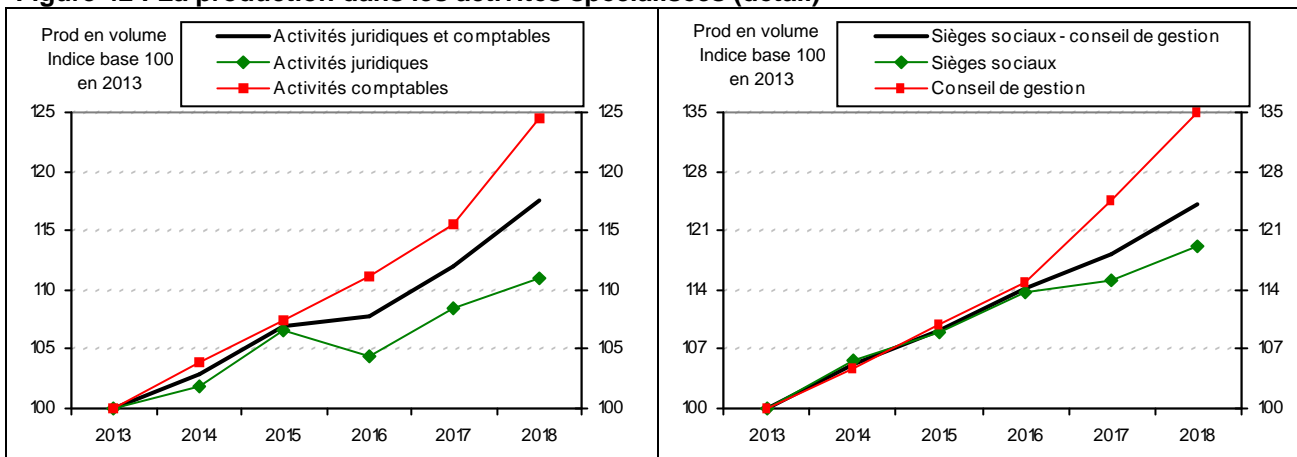
La production des **activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques** est particulièrement dynamique en 2018 (+ 6,9 % en volume après + 3,7 % en 2017). Ce dynamisme est présent aussi bien dans les activités d'architecture et d'ingénierie (+ 6,9 % en volume) que dans les activités de contrôle et analyses techniques (+ 6,8 % en volume). La production en valeur augmente au même rythme (+ 6,9 % après + 3,2 %) en raison de la stabilité des prix (+ 0,1 % en 2018 après - 0,4 %).

La production des activités d'architecture et d'ingénierie accélère de nouveau en 2018. La production en volume croît de 6,9 % après la reprise observée en 2017 (+ 3,7 %). L'investissement privé dans la construction et l'industrie et l'investissement public progressent vigoureusement. Selon le baromètre Banque des territoires-ADCF⁷, la reprise de la commande publique en 2017 s'est confirmée en 2018 (+ 1,2 %). Les marchés de service (+ 6,5 %) tirent la commande publique vers le haut et la commande d'ingénierie des collectivités locales et de l'État continue de progresser. Par ailleurs, après une année 2017 où elles étaient en recul (- 8,8 % en volume), les activités d'ingénierie à l'export repartent à la hausse (+ 2,2 %). Toutefois, la croissance de la branche est tirée par le marché intérieur (+ 5,3 %). Quant aux prix, ils restent soumis à une forte pression (- 0,1 % en 2018 après - 0,4 %). La production en valeur croît ainsi de 6,8 % (après + 3,3 %).

Les activités de contrôle et d'analyses techniques ont, elles aussi, connu une forte croissance en 2018 (+ 6,8 % en volume après + 3,3 %). Les prix sont repartis à la hausse (+ 1,0 % après - 0,9 %). Au total, la production en valeur augmente de 7,9 % (après + 2,4 %). Le dynamisme de la branche est porté par la sous-traitance de la part des entreprises d'une partie de leur production (+ 7,5 % en volume après + 3,4 % en 2017). De plus, la consommation des ménages qui recouvre les dépenses des particuliers en contrôle technique automobile croît de 5,3 % en volume (après + 1,8 %). La réforme du contrôle technique entrée en vigueur le 20 mai 2018 (ajout de dix points de contrôle) contribue à cette hausse. En outre, une partie des automobilistes peuvent avoir anticipé le renforcement du contrôle de pollution des véhicules diesel, qui devait entrer en application au 1er janvier 2019 (reporté de six mois suite au mouvement des gilets jaunes).

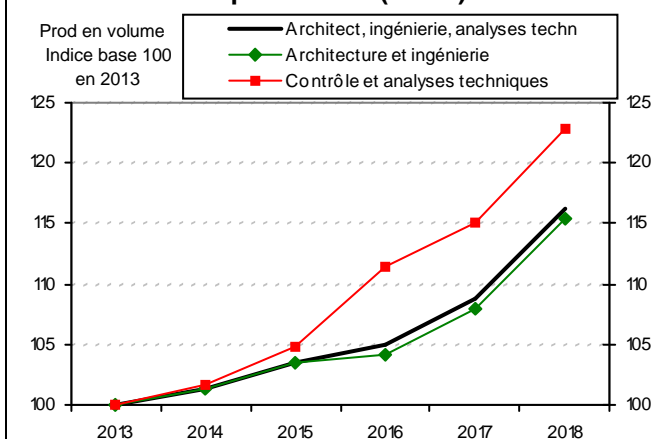
⁷ Assemblée des communautés de France

Figure 42 : La production dans les activités spécialisées (détail)



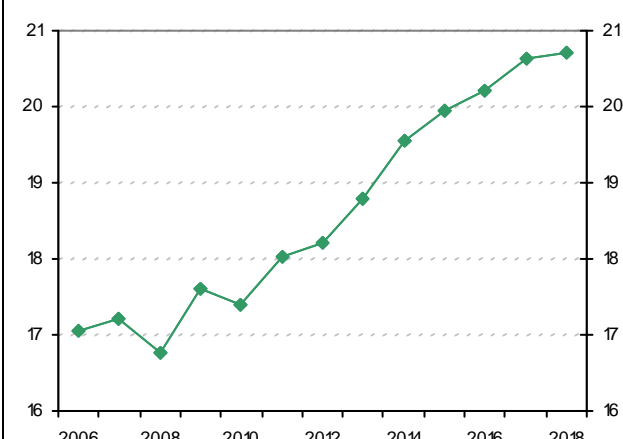
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 42 (suite) : La production dans les activités spécialisées (détail)



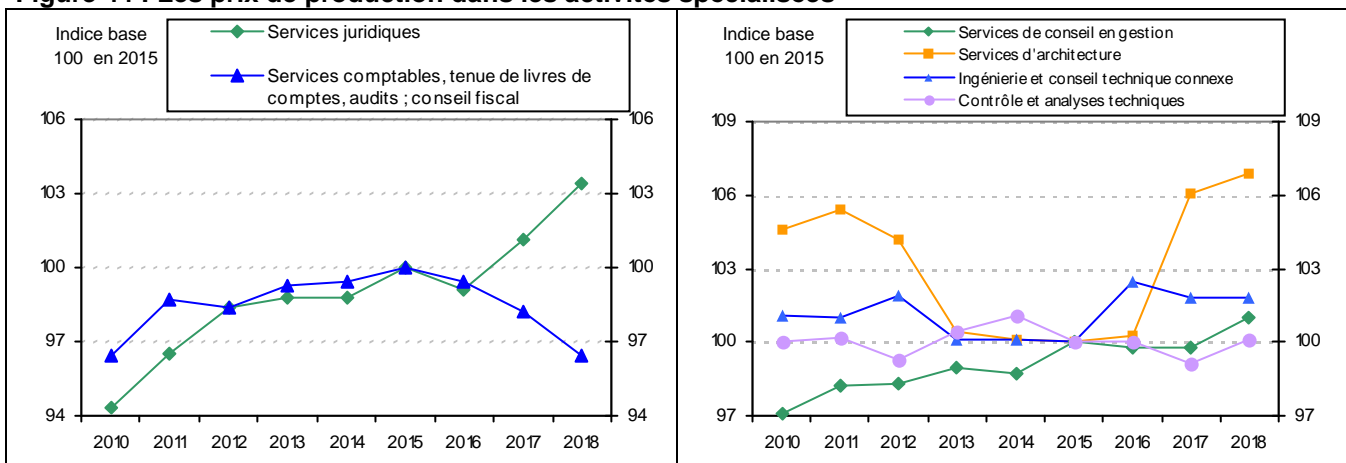
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 43 : Les visites techniques périodiques, en millions



Source : UTAC OTC

Figure 44 : Les prix de production dans les activités spécialisées



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2015

Les tableaux suivants incluent des données sur l'activité de **Recherche et développement marchande, niveau GM72M de la section MB**, qui fait partie des services marchands. Comme chaque année, pour cette activité, les données sur le **compte provisoire** ne sont pas commentées, en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels.

Figure 45 : La production dans les activités spécialisées

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
MA	Act. jur. compt. gestion archit. ing. contrôle marchandes	260,3	2,9	3,6	5,6	0,3	0,0	0,7
M69Z	Activités juridiques et comptables	46,4	0,7	4,0	5,0	-0,9	0,5	0,1
M69Z1	Activités juridiques	22,9	-2,1	3,9	2,2	-1,2	2,4	2,2
M69Z2	Activités comptables	23,5	3,4	4,1	7,7	-0,6	-1,2	-1,9
M70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	142,2	4,5	3,4	5,1	-0,2	0,0	1,2
M70Z1	Activités des sièges sociaux	94,6	4,5	1,2	3,6	-0,2	0,0	1,2
M70Z2	Conseil de gestion	47,6	4,5	8,3	8,3	-0,2	0,0	1,2
M71Z	Activités archit. & ingénierie contrôle & analyses techn	71,7	1,3	3,7	6,9	2,1	-0,4	0,1
M71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	63,7	0,7	3,7	6,9	2,4	-0,4	-0,1
M71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	7,9	6,2	3,3	6,8	0,0	-0,9	1,0
MB	Recherche-développement scientifique marchande	40,0	-1,6	3,7	6,5	2,2	-0,6	0,4

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 46 : La demande intérieure dans les activités spécialisées

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	Branche	2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
MA	Act. jur. compt. gestion archit. ing. contrôle Marchandes							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	224,0	2,2	4,0	4,5	0,2	-0,2	0,7
	Demande de consommation finale	9,1	4,0	5,2	3,7	-0,7	0,4	1,7
	Demande pour investissement, dont :	46,4	4,2	6,8	5,1	1,5	1,6	1,3
	entreprises	21,3	1,8	3,0	6,4	2,2	-0,1	0,2
	ménages	22,5	7,3	10,8	3,9	0,9	3,3	2,3
M69Z	Activités juridiques et comptables							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	37,0	-1,2	2,7	4,9	-1,0	0,1	-0,4
	Demande de consommation finale	8,1	4,1	5,7	3,5	-0,8	0,4	1,2
	Demande pour investissement, dont :	23,5	8,3	11,6	2,9	0,9	2,8	2,5
	entreprises	2,9	9,3	4,1	1,7	0,6	1,9	2,3
	ménages	19,8	8,1	13,1	3,2	0,9	3,0	2,6
M69Z1	Activités juridiques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	14,1	-7,6	0,2	0,5	-1,7	2,4	2,1
	Demande de consommation finale	7,5	4,0	5,9	3,4	-0,8	0,4	1,2
	Demande pour investissement, dont :	23,5	8,3	11,6	2,9	0,9	2,8	2,5
	entreprises	2,9	9,3	4,1	1,7	0,6	1,9	2,3
	ménages	19,8	8,1	13,1	3,2	0,9	3,0	2,6
M69Z2	Activités comptables							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	22,9	3,3	4,2	7,7	-0,6	-1,3	-1,9
	Demande de consommation finale	0,6	5,3	2,6	4,3	-0,9	0,4	1,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	136,8	3,6	3,9	4,6	-0,2	0,0	1,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M70Z1	Activités des sièges sociaux							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	94,6	4,5	1,2	3,6	-0,2	0,0	1,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M70Z2	Conseil de gestion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	42,2	1,6	10,7	6,9	-0,2	0,0	1,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M71Z	Activités archit. & ingénierie contrôle & analyses techn							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	50,2	1,1	5,2	4,0	2,4	-0,8	0,4
	Demande de consommation finale	1,1	3,6	1,8	5,3	0,2	0,3	5,4
	Demande pour investissement, dont :	23,0	0,6	2,4	7,3	2,2	0,3	0,0
	entreprises	18,4	0,7	2,8	7,1	2,4	-0,4	-0,1
ménages	2,7	2,8	-4,6	8,8	0,3	5,7	0,8	
M71Z1	Activités d architecture et d ingénierie							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	41,7	0,2	5,5	4,2	2,9	-0,8	0,5
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	23,0	0,6	2,4	7,3	2,2	0,3	0,0
	entreprises	18,4	0,7	2,8	7,1	2,4	-0,4	-0,1
ménages	2,7	2,8	-4,6	8,8	0,3	5,7	0,8	
M71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,5	5,7	3,8	3,0	0,3	-1,0	0,4
	Demande de consommation finale	1,1	3,6	1,8	5,3	0,2	0,3	5,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
MB	Recherche-développement scientifique Marchande							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,5	-5,8	-37,8	4,2	1,7	-2,0	0,8
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	36,7	-1,3	2,2	0,9	2,5	-0,5	0,5
	entreprises	33,1	-1,1	2,0	0,7	2,5	-0,6	0,6
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

Les études de marché et sondages sont en forte croissance et le design confirme son dynamisme

En 2018, la production des Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques progresse de nouveau à un rythme soutenu (+ 4,1 % en volume après + 4,3 % en 2017). Les prix de la branche ralentissent (+ 0,5 % après + 0,9 %). Au total, la production en valeur croît de 4,6 % après + 5,3 %. La croissance de la branche est une nouvelle fois portée par les « diverses » autres activités spécialisées (+ 7,6 % en volume après + 10,5 % en 2017). Par ailleurs, l'activité accélère dans les services vétérinaires en 2018 (+ 3,6 % après + 1,9 %). Enfin, la production des activités de la branche publicitaire et des études progresse plus vite en 2018 qu'en 2017 (+ 1,9 % après + 1,1 %) grâce à la forte hausse de la production des études et sondages (+ 5,4 % en volume après + 0,7 %).

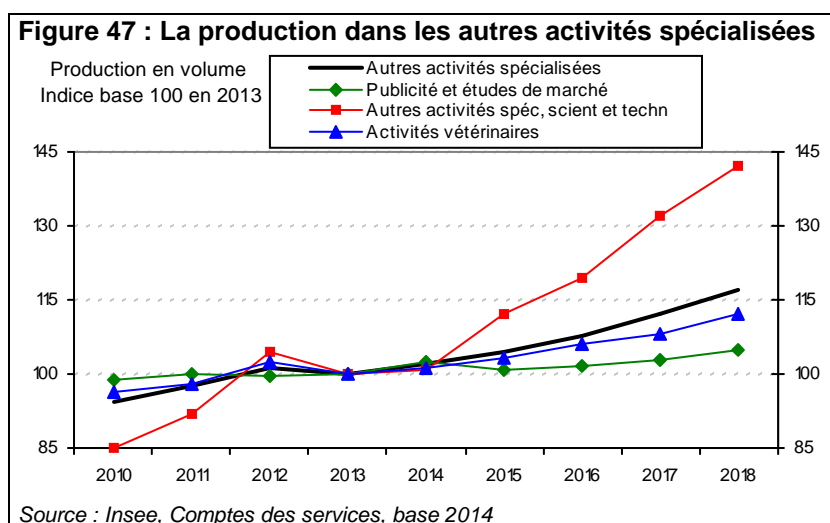
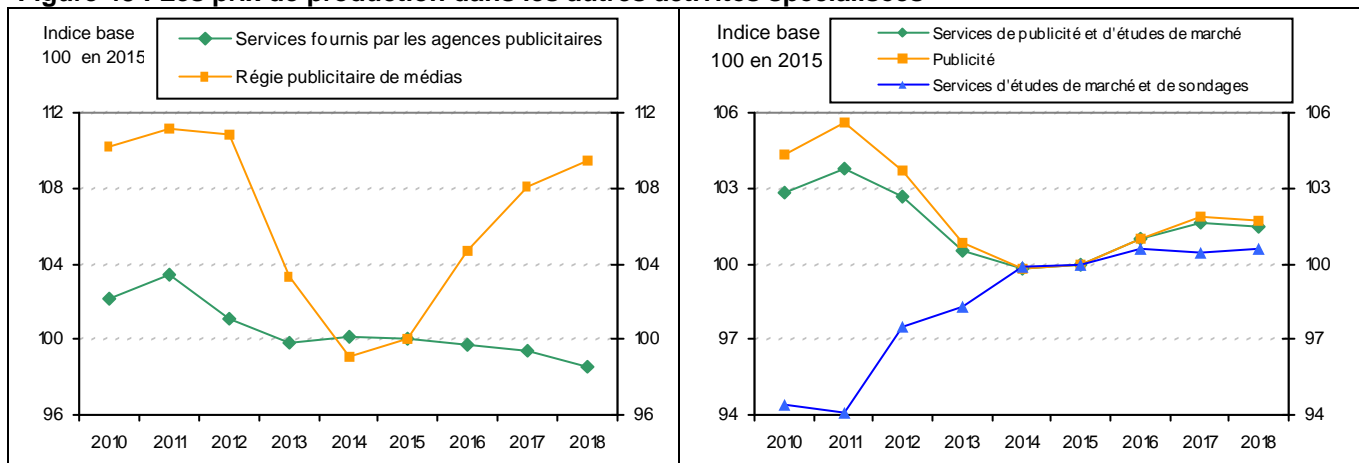


Figure 48 : Les prix de production dans les autres activités spécialisées



La production des activités de **publicité et études de marché** accélère légèrement en 2018 (+ 1,9 % en volume après + 1,1 %). Les prix sont stables après deux années consécutives de hausse modérée (+ 0,1 % en 2018 après + 0,7 % et + 0,9 %). La production en valeur croît de 2,0 %, soit davantage qu'en 2017 (+ 1,8 %). En 2018, le

marché publicitaire reste bien orienté. Selon les professionnels (voir infra), les dépenses publicitaires des annonceurs ont augmenté de 2,3 % pour se porter à 33 milliards d'euros. La distribution reste le premier secteur en termes d'investissements en communication (16 % des investissements du marché) devant le secteur de

l'automobile (10 %) et celui du tourisme (8 %). En 2018, le nombre d'annonceurs du marché publicitaire augmenterait moins qu'en 2017 et 2016 (+ 1 % après respectivement + 3 % et + 8 %). En revanche, les recettes nettes totales du marché publicitaire incluant le digital progressent de 4,2 % et s'élèvent à 14 milliards d'euros. Le marché publicitaire en ligne (+ 17 %) capte presque toute la croissance. Ainsi, la publicité télévisuelle (+ 2,4 %) et la publicité extérieure (+ 2,3 %) restent en croissance. Les recettes publicitaires de la radio et des prospectus publicitaires demeurent quasiment stables (- 0,2 % par rapport à 2017). Par contre, pour tous les autres médias, les recettes publicitaires nettes sont en baisse notamment celles du cinéma (- 3,5 %) et la presse (- 4,7 %) (source : baromètre unifié du marché publicitaire – France Pub, IREP, Kantar média).

La bonne santé économique du marché publicitaire se traduit par une nouvelle hausse de l'activité des agences de publicité (+ 1,6 % en volume après + 2,3 %). Les tarifs pratiqués sont en légère baisse (- 0,3 %) après avoir été stables en 2017. Au total, la production en valeur augmente de 1,3 % (après + 2,4 %).

La croissance du marché publicitaire impacte aussi positivement l'activité des régies publicitaires des médias. Celle-ci se redresse en 2018 de 0,3 % en volume (après - 2,1 % en 2017). Le ralentissement des hausses tarifaires (+ 1,0 % en 2018 après + 3,4 %) permet à la production en valeur de croître de 1,2 % (après + 1,3 %).

La production des études de marché et sondages est en forte hausse en 2018 (+ 5,4 % en volume après + 0,7 %). Les prix augmentent légèrement de 0,2 % après avoir diminué d'autant en 2017 (- 0,2 %). Au total, la production en valeur croît de 5,6 % après avoir augmenté timidement en 2017 (0,5 %). Cette forte croissance se traduit dans les budgets des entreprises dédiés aux études marketing. Ainsi, 24 % des entreprises interrogées en début d'année 2018 ont prévu d'augmenter leur budget alors que 17 % ont envisagé de le diminuer (source : baromètre Market Research News/Callson). Le budget moyen alloué aux études est en hausse de 1,4 %. En 2018, les dépenses en études marketing dans les banques-assurances augmentent davantage.

En 2018, la production de la branche des **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** poursuit sa forte croissance (+ 7,6 % en volume après + 10,5 %), portée par le design (+ 10,7 % en volume) et les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs (+ 8,6 %). La production des activités de traduction et d'interprétariat accélère à nouveau (+ 2,8 %) alors que celle des activités

photographiques continue de baisser (- 0,7 %). Les prix augmentent légèrement en 2018 dans la tendance des années précédentes (+ 1,0 % en 2018 après + 1,2 % en 2017 comme en 2016). En valeur, la production croît encore fortement en 2018 (+ 8,7 %), après + 11,8 % en 2017.

La croissance de la production des activités spécialisées de design se maintient à un niveau élevé (+ 10,7 % en volume en 2018 après + 9,8 %). Les entreprises profitent de la conjoncture économique pour poursuivre leurs investissements dans le packaging ou l'identité visuelle de leurs produits. La progression des prix est modérée (+ 0,8 % après + 1,1 %).

La production des activités photographiques continue de baisser en 2018 (- 0,7 % en volume après - 3,3 %). Cependant, cette diminution a été compensée par une nouvelle hausse des prix (+ 2,2 % après + 2,9 %). Au total, la production augmente de 1,5 % en valeur (après - 0,5 % en 2017). L'activité est affectée depuis plusieurs années par les développements de la technologie numérique et d'Internet (banque d'images, réseaux sociaux) qui touchent l'ensemble des segments de clientèle : la presse, l'illustration (publicité, édition, entreprises, mode, art) et les particuliers (événements familiaux). Cependant, l'augmentation des ventes d'appareils photos hybrides permet aux professionnels d'offrir des services de meilleure qualité notamment aux ménages. Ainsi, la consommation des ménages augmente de 1,4 % en volume.

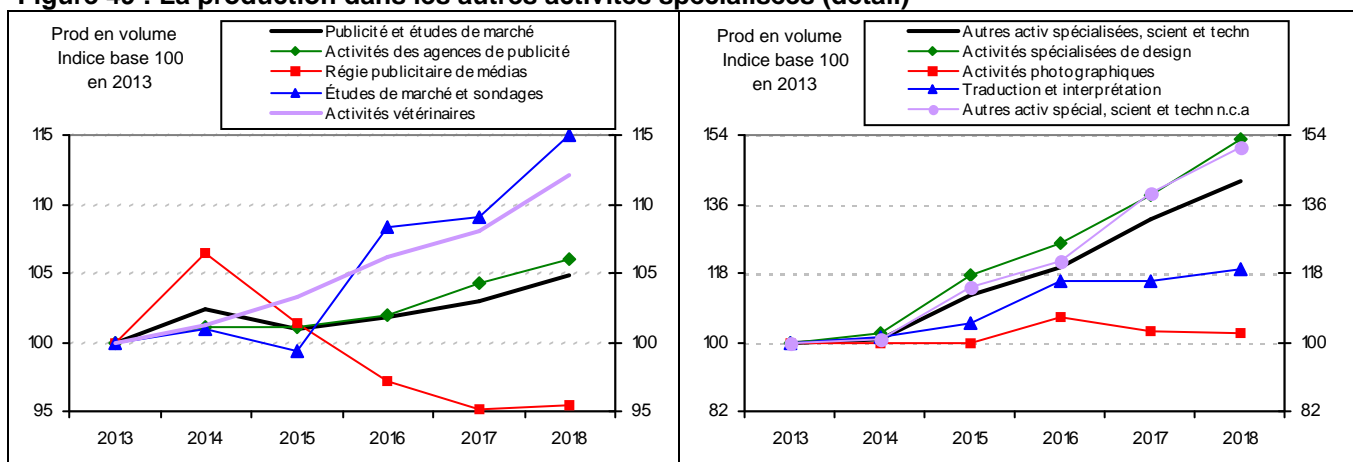
La production des activités de traduction et interprétariat repart à la hausse en 2018 (+ 2,8 % en volume après une stabilité en 2017). Le relâchement de la pression tarifaire dans la branche se confirme en 2018 (+ 0,9 % après + 1,0 %). En valeur, la production augmente fortement en 2018 à + 3,7 % après + 1,0 %. L'activité est également soutenue par le développement des échanges culturels. Ainsi, malgré une baisse de 3,3 %, les traductions représentent encore 18,5 % de la production totale des éditeurs français (contre 19,1 % en 2017 et 14,0 % en 2007 – source : www.livreshebdo.fr).

La production des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs continue de croître en 2018 (+ 8,6 % en volume) mais à un niveau moins élevé qu'en 2017 (+ 14,9 %). L'évolution des prix de la branche reste modérée (+ 0,9 % en 2018 après + 1,0 %). En valeur, la production croît de 9,5 % (après + 16 %). Le dynamisme de la branche traduit une demande élevée des entreprises en autres activités d'expertise technique (économistes de la construction, experts en agronomie ou environnement).

La production des **services vétérinaires** augmente à nouveau en 2018 (+3,6 % en volume après +1,9 %). La croissance de la branche est toujours portée par l'activité de soins aux animaux de compagnie : la médecine et la chirurgie des animaux de compagnie exercée de manière exclusive ou mixte concerne environ 70 % des vétérinaires (source : ordre national des vétérinaires). La demande des ménages en services vétérinaires reste forte en 2018 (+3,6 % en volume après +2,9 %) confirmant l'attention croissante des Français à la santé de leurs animaux de compagnie. La France reste le premier pays européen possesseur d'animaux de compagnie avec 63 millions d'animaux. De plus,

près d'un foyer sur deux possède au moins un animal de compagnie (source : Facco / Kantar TNS, Fédération des Fabricants d'Aliments pour Chiens, Chats, Oiseaux et autres animaux familiers). Par ailleurs, la France est le 2ème marché mondial de la santé animale (après les Etats-Unis) grâce à l'importance de l'élevage sur son territoire : près de 44 millions d'animaux de rente (bovins, porcs, ovins, caprins) et 800 000 chevaux. La consommation de services vétérinaires par les agriculteurs est en hausse de 1,0 % en volume après une baisse de 0,7 % en 2017. Par ailleurs, les prix continuent de progresser (+0,9 % après +0,5 %). En valeur, la croissance de la production est de 4.5 % (après +2,3 %).

Figure 49 : La production dans les autres activités spécialisées (détail)



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 50 : La production dans les autres activités spécialisées

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
MC	Autres activités spécialisées, scientifiques & techniques	36,0	2,9	4,3	4,1	1,0	0,9	0,5
M73Z	Publicité et études de marché	19,5	0,9	1,1	1,9	0,9	0,7	0,1
M73Z1	Activités des agences de publicité	11,9	0,8	2,3	1,6	-0,3	0,0	-0,3
M73Z2	Régie publicitaire de médias	4,4	-4,1	-2,1	0,3	4,6	3,4	1,0
M73Z3	Études de marché et sondages	3,2	9,1	0,7	5,4	0,5	-0,2	0,2
M74Z	Autres activités spécialisées (hors pub. & vét.)	13,5	6,6	10,5	7,6	1,2	1,2	1,0
M74Z1	Activités spécialisées de design	2,9	7,3	9,8	10,7	-0,4	1,1	0,8
M74Z2	Activités photographiques	1,4	6,9	-3,3	-0,7	-1,3	2,9	2,2
M74Z3	Traduction et interprétation	0,8	10,4	0,0	2,8	0,3	1,0	0,9
M74Z4	Autres activités spécialisées nca	8,4	5,8	14,9	8,6	2,4	1,0	0,9
M75Z	Activités vétérinaires	3,1	2,8	1,9	3,6	1,4	0,4	0,9

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 51 : La demande intérieure dans les autres activités spécialisées

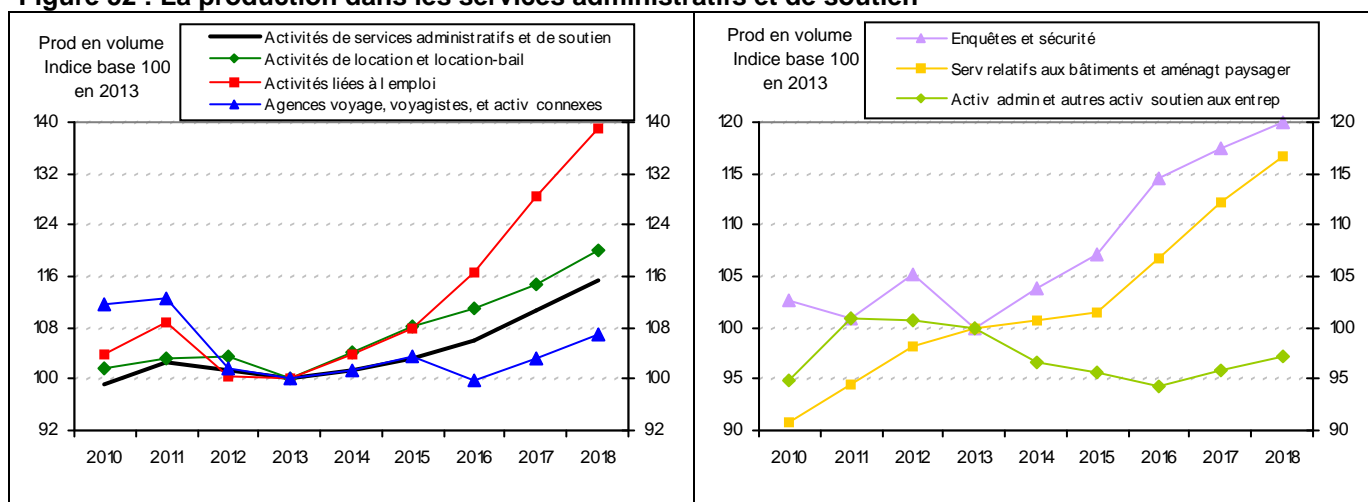
Code	Branche	Valeur	Taux de croissance			Taux de croissance du prix de		
		en Mrds €	en volume, en %			la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
MC	Autres activités spécialisées, scientifiques & techniques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	35,5	2,2	5,7	2,5	1,1	0,9	0,8
	Demande de consommation finale	3,7	1,7	1,8	2,9	0,6	0,7	0,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z	Publicité et études de marché							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	21,0	0,6	2,7	-0,5	0,9	0,7	0,6
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z1	Activités des agences de publicité							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	13,3	0,4	4,8	-2,0	-0,3	0,0	0,5
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z2	Régie publicitaire de médias							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	4,5	-4,1	-2,1	0,2	4,6	3,3	1,0
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z3	Études de marché et sondages							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	3,2	9,1	0,7	5,4	0,5	-0,2	0,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z	Autres activités spécialisées (hors pub. & vét.)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	14,1	5,4	11,3	7,3	1,4	1,2	1,1
	Demande de consommation finale	1,1	-1,6	-0,8	1,4	-1,3	1,2	-0,8
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z1	Activités spécialisées de design							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,9	6,3	10,9	10,7	-0,4	1,1	0,8
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z2	Activités photographiques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,3	40,7	-10,8	-11,3	-1,5	9,4	14,2
	Demande de consommation finale	1,1	-1,6	-0,8	1,4	-1,3	1,2	-0,8
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z3	Traduction et interprétation							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,0	8,6	0,0	3,0	0,1	-0,1	0,9
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z4	Autres activités spécialisées nca							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	9,9	3,7	13,6	7,4	2,3	1,2	0,9
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M75Z	Activités vétérinaires							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,5	0,4	-3,3	3,6	1,5	0,4	0,8
	Demande de consommation finale	2,6	3,4	2,9	3,6	1,4	0,4	0,9
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

La croissance des services administratifs et de soutien demeure forte

Le dynamisme des services administratifs et de soutien reste important même s'il s'atténue légèrement : la production en volume de ces activités progresse de 4,2 % après + 4,4 % en 2017. Les activités liées à l'emploi sont encore très allantes mais ralentissent après avoir bondi en 2017 (+ 8,2 % en 2018 après + 10,5 %). La demande se maintient à un niveau élevé malgré un ralentissement du volume d'emploi temporaire. La sécurité, les agences de voyage et la location bénéficient d'une forte demande.

Figure 52 : La production dans les services administratifs et de soutien



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

En 2018, la production des **activités de location et location-bail** accélère en volume (+ 4,7 % après + 3,4 % en 2017) portée par le dynamisme de la location de machines et équipements, de la location de véhicules automobiles et de la location de biens personnels. En revanche, la location et location-bail de propriété intellectuelle (notamment les redevances de franchise, de marque ou de brevet) est stable (- 0,2 % pour la production en volume). Du fait d'une légère augmentation des prix (+ 0,1 %), la production en valeur croît de + 4,8 % pour atteindre 62,1 milliards d'euros.

Représentant plus d'un quart de la production de location et location-bail, la location et location-bail de véhicules automobiles progresse nettement en volume en 2018 (+ 7,6 %), après avoir déjà fortement augmenté l'année précédente (+ 4,7 %). La demande des entreprises représente le principal débouché (92 % de la demande soit 16,0 milliards d'euros). Le marché de longue durée s'adresse quasi exclusivement aux entreprises. Il étend sa clientèle et atteint de plus en plus les petites et moyennes entreprises, selon le Syndicat National des Loueurs de Véhicules Longue Durée (SNLVLD). Les entreprises font de plus en plus le choix de louer leur flotte automobile auprès d'entreprises spécialisées, plutôt que de l'acheter. A l'inverse, la location de courte durée s'adresse

surtout aux particuliers, que ce soit à titre personnel ou à titre professionnel, selon Focus automobile. La location de courte durée bénéficie de la bonne tenue du tourisme depuis 2017. En dépit d'une demande en croissance, les prix n'augmentent que légèrement (+ 1,0 %). La concurrence du covoiturage et de l'autopartage entraîne notamment des tensions sur les prix de location de courte durée.

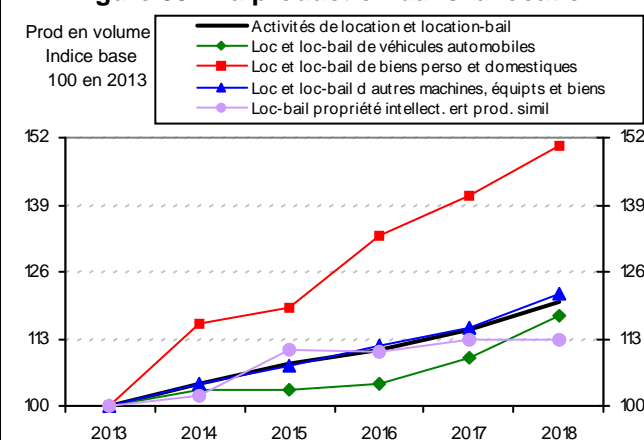
La location et location-bail de biens personnels et domestiques, qui ne représente que 10 % du marché de la location, se développe à vive allure (+ 6,9 % en volume en 2018 après + 5,9 %). En effet, les ménages arbitrent de plus en plus pour louer des biens plutôt que de les acquérir. Cette tendance est facilitée par la diffusion d'outils numériques liés à l'économie du partage et du recyclage.

La location et location-bail d'autres machines, équipements et biens accélère (+ 6,0 % en volume après + 3,0 %). La production s'élève à 21 milliards d'euros en 2018, soit plus d'un tiers de la production de la branche de location et location-bail. La location (-bail) des outils de production permet aux entreprises d'obtenir une rapide montée en gamme de leurs équipements en lissant leur trésorerie.

La location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright consiste à autoriser l'usage de produits immatériels liés à la propriété intellectuelle (brevets, franchises, marques...) en

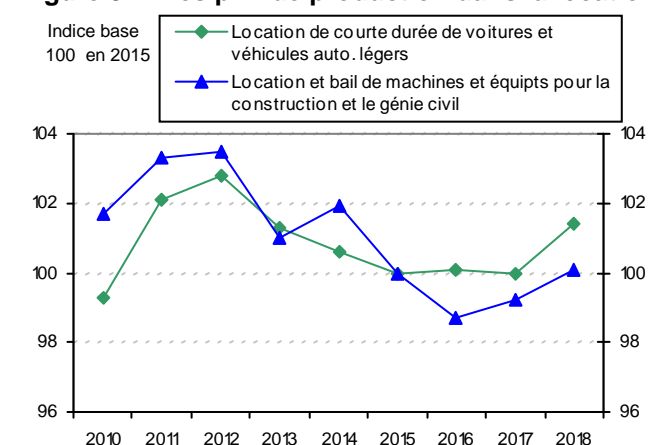
échange du paiement de droits ou de redevances. Sa production reste quasi stable en volume (- 0,2 %) et les prix augmentent légèrement de 0,3 % ; la production en valeur augmente de 0,1 % et atteint 17,9 milliards d'euros.

Figure 53 : La production dans la location



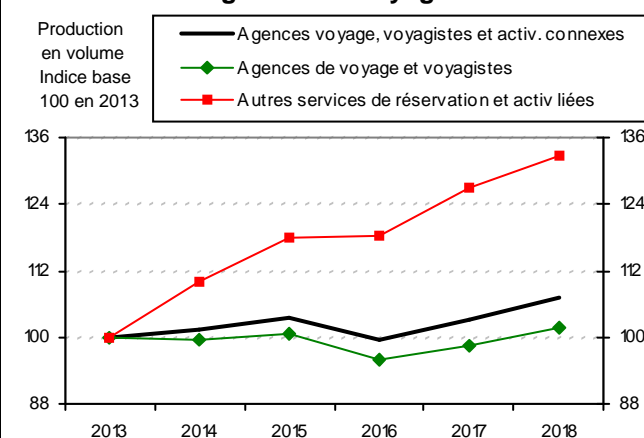
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 54 : Les prix de production dans la location



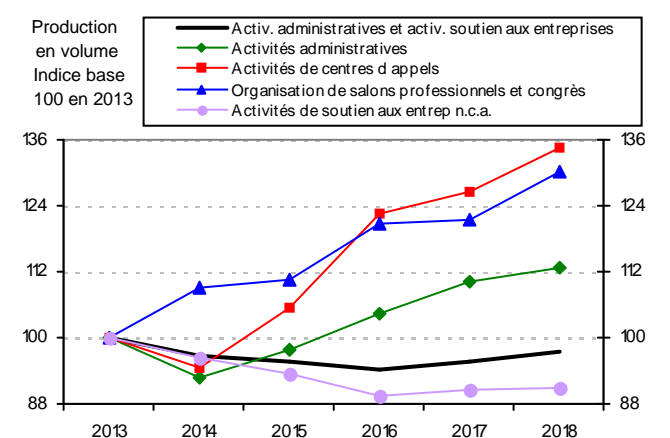
Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2015

Figure 55 : La production en volume dans les agences de voyages



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 56 : La production en volume dans les autres activités administratives



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

En 2018, la production en volume des **activités liées à l'emploi** continue d'augmenter fortement en moyenne annuelle (+ 8,2 % en volume). Elle ralentit néanmoins après un rythme particulièrement soutenu l'année précédente (+ 10,5 %). L'essentiel de la production de la branche provient de l'intérim, très sensible à la conjoncture économique. Le volume de travail temporaire mesuré en équivalent temps plein qui avait fortement augmenté en 2017 (+ 14 %) progresse moins rapidement en 2018 en raison du ralentissement de la demande des secteurs les plus intensifs en intérim. L'emploi intérimaire en équivalent temps plein ne progresse ainsi que de 2,4 % dans l'industrie en 2018, selon la DARES. Avec une hausse des prix de 1,2 %, la production en valeur croît de 9,5 % et s'élève à 43,9 milliards d'euros.

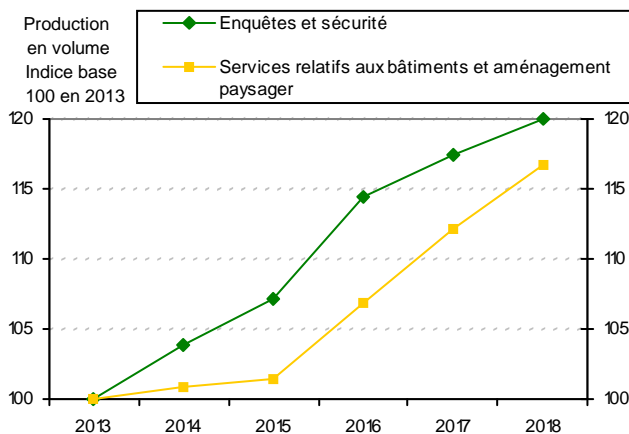
En 2018, la production en volume **des agences de voyages, voyagistes et services de réservation et autres activités connexes** augmente de 3,6 % comme en 2017. La croissance est favorisée par le retour des touristes vers l'Afrique du Nord et l'est du bassin méditerranéen, enclenché en 2017.

La production des agences de voyages et voyagistes progresse de 3,3 % en volume. Selon le Syndicat des entreprises du tour-operating (Seto), la croissance est portée par les voyages à forfait avec d'excellentes performances pour les destinations moyen-courrier. Le retour des touristes vers l'Afrique du Nord s'amplifie. Ainsi, les voyages à forfait vers la Tunisie, de nouveau dans le top 5 des destinations moyen-courrier, augmentent le plus. En Europe du Sud, les voyages à forfait vers l'Espagne continentale et les Canaries diminuent

contrairement à ceux vers la Grèce et l'Italie. Sur le segment des destinations plus lointaines, les voyages à forfait aux États-Unis progressent fortement (plus de 10 %).

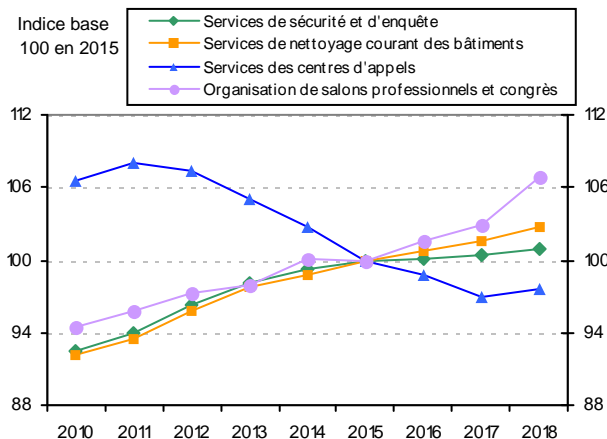
La production en volume des autres services de réservation et activités liées ralentit mais continue de croître à un rythme soutenu en volume (+ 4,7 % après + 7,3 % en 2017).

Figure 57 : La production dans les activités de soutien



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 58 : Les prix de production dans les activités de soutien



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2015

La production de la branche **sécurité privée et enquêtes** progresse en volume de 2,2 % en 2018, soit un rythme légèrement moindre qu'en 2017 (+ 2,5 %). Les activités de sécurité privée et d'enquêtes sont très dynamiques depuis 2015 (+ 6,8 % en 2016 et + 3,2 % en 2015) dans un contexte de menace terroriste persistante. La pression tarifaire s'atténue (+ 0,5 % en 2018 après + 0,3 % et + 0,1 %). Le secteur de la sécurité privée, très concurrentiel, dégage une faible rentabilité⁸.

La production en volume **des services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** augmente de 4,0 % en 2018 après avoir augmenté de 5,1 % en 2017. Selon le baromètre de l'Union Nationale des Entreprises du Paysage (Unep), la demande des syndicats et organismes HLM ralentit. Les conditions climatiques pluvieuses du printemps ont pu affecter la réalisation des travaux d'aménagement paysager. L'activité de nettoyage industriel connaît en revanche un essor rapide depuis plusieurs années. Du fait du poids important des frais de personnel dans la valeur ajoutée, les activités de nettoyage ont particulièrement profité du crédit d'impôt pour la compétitivité (CICE⁹).

En 2018, la production des **activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises** ralentit légèrement en volume (+ 1,5 % après + 1,7 %). Elle progresse cependant davantage en valeur (+ 3,7 %) qu'en 2017 en raison

d'une nette accélération des prix (+ 2,1 % après + 1,1 %).

En 2018, le dynamisme des activités administratives s'atténue. La production n'augmente que de 2,2 % en volume (contre + 5,6 % en 2017 et + 6,8 % en 2016). Contrairement au mouvement enregistré dans la plupart des services de soutien, les prix des activités administratives augmentent depuis plusieurs années et accélèrent fortement en 2018 (+ 5,9 %).

L'activité de centre d'appels est très allante : la production en volume augmente de + 6,3 %. Les entreprises externalisent de plus en plus cette activité. En outre, l'activité se diversifie en englobant désormais les activités de Customer Relationship Management (CRM) et de Business Process Outsourcing (BPC).

L'organisation de salons professionnels et congrès a le vent en poupe en 2018. Sa production augmente de 7,1 % en volume (contre + 0,9 % l'année précédente). Les salons et congrès ont notamment bénéficié d'une hausse de la demande étrangère en 2018. L'activité des salons et congrès est irrégulière mais progresse tendanciellement depuis une dizaine d'années. Les entreprises de ce secteur¹⁰ dégagent un taux de marge élevé, nettement supérieur à celui de l'ensemble des services aux entreprises.

⁸ Gallot P. « Les entreprises de sécurité privée : une faible rentabilité malgré une vive croissance » Insee première n°1720, novembre 2018.

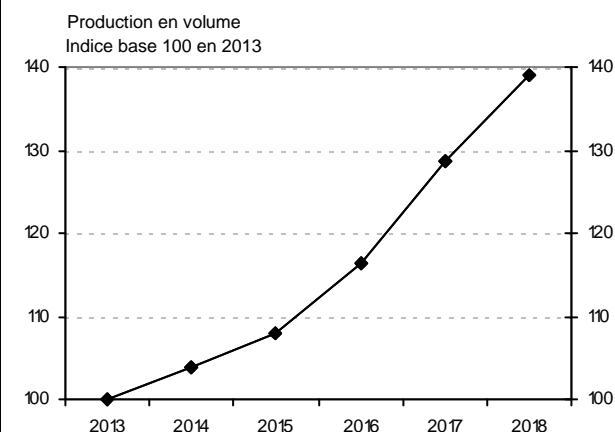
⁹ Souquet C. et Geay M. « Le secteur du nettoyage » Insee première n°1690, mars 2018.

¹⁰ Gallot P. « Les entreprises du secteur des foires et salons : une vive croissance et des marges élevées » Insee première n°1742, mars 2019.

Les autres *activités de soutien aux entreprises n.c.a* couvrent près des trois quarts de la production de la branche et regroupent des métiers très diversifiés : recouvrement de factures, conditionnement, saisie, société d'information financière sur la clientèle,

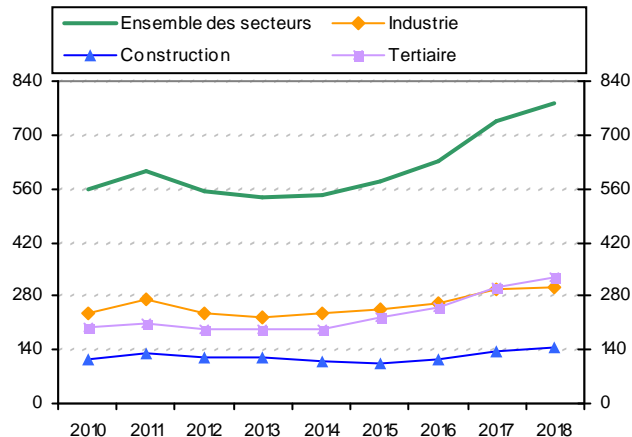
production de comptes rendus, affacturage, commissaires-priseurs indépendants, etc. En 2018, leur production n'augmente que de 0,4 % en volume (+ 1,2 % en 2017).

Figure 59 : La production dans les services liés à l'emploi



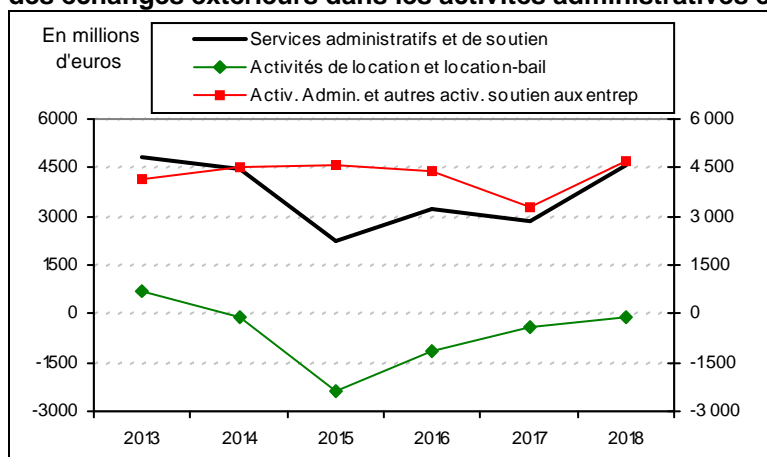
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 60 : Emplois intérimaires en milliers d'équivalent temps plein



Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

Figure 61 : Le solde des échanges extérieurs dans les activités administratives et de soutien



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 62 : La production dans les activités administratives et de soutien

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	207,7	2,6	4,4	4,2	0,7	0,3	1,6
N77Z	Activités de location et location-bail	62,1	2,4	3,4	4,7	-0,5	-1,2	0,1
N77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	17,3	1,3	4,7	7,6	0,1	0,0	1,0
N77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	5,9	11,4	5,9	6,9	-0,6	-1,4	-2,1
N77Z3	Location et location-bail autres machines, équip & biens	21,1	3,6	3,0	6,0	-0,7	-1,0	0,0
N77Z4	Location-bail propriété intel. hors œuvres à copyright	17,9	-0,2	2,1	-0,2	-0,9	-2,4	0,3
N78Z	Activités liées à l'emploi	43,9	7,8	10,5	8,2	0,3	1,0	1,2
N79Z	Activ. agences voyage, réservation & activ. connexes	8,1	-3,8	3,6	3,6	3,8	1,6	4,3
N79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	6,5	-4,8	2,7	3,3	4,7	1,6	5,5
N79Z2	Autres services de réservation et activités liées	1,6	0,3	7,3	4,7	0,1	1,5	-0,1
N80Z	Enquêtes et sécurité	10,2	6,8	2,5	2,2	0,1	0,3	0,5
N81Z	Services relatifs aux bâtiments & aménag. paysager	26,6	5,3	5,1	4,0	0,7	0,6	4,6
N82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien entreprises	56,8	-1,3	1,7	1,5	2,2	1,1	2,1
N82Z1	Activités administratives	5,2	6,8	5,6	2,2	2,5	3,4	5,9
N82Z2	Activités de centres d appels	3,9	16,1	3,1	6,3	-1,0	-1,8	0,6
N82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	4,8	9,0	0,9	7,1	2,1	1,3	4,0
N82Z4	Activités de soutien aux entreprises nca	42,9	-4,3	1,2	0,4	2,5	1,1	1,6

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 63 : La demande intérieure dans les activités administratives et de soutien

Code	Branche	Valeur	Taux de croissance			Taux de croissance du prix de		
		en Mrds €	en volume, en %			la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
NZ	Activités de services administratifs et de soutien							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	196,9	2,0	4,6	3,4	0,8	0,3	1,4
	Demande de consommation finale	9,7	3,3	5,1	3,2	0,0	1,1	-3,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z	Activités de location et location-bail							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	57,6	-0,4	1,8	4,1	-0,3	-1,2	0,1
	Demande de consommation finale	5,2	6,7	4,8	3,3	-1,0	0,4	1,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	16,0	1,1	4,7	7,6	0,0	-0,1	1,1
	Demande de consommation finale	1,4	4,2	5,3	8,0	0,8	0,6	0,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,1	19,6	8,1	16,9	1,3	-4,4	-7,5
	Demande de consommation finale	3,7	7,5	4,7	1,6	-1,6	0,3	1,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z3	Location et location-bail autres machines, équip & biens							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	22,2	2,1	-0,6	5,4	-0,7	-1,0	0,0
	Demande de consommation finale	0,1	6,2	-2,3	5,9	0,0	1,2	0,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z4	Location-bail propriété intel. hors œuvres à copyright							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	17,3	-5,9	1,7	-1,8	-0,3	-2,0	0,3
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N78Z	Activités liées à l'emploi							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	45,6	7,4	10,0	7,7	0,3	1,0	1,3
	Demande de consommation finale	0,4	9,5	5,1	19,1	0,3	0,9	-6,1
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N79Z	Activ. agences voyage, réservation & activ. connexes							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	5,4	-4,1	2,3	5,1	4,4	1,6	3,2
	Demande de consommation finale	2,7	-3,3	6,3	0,5	2,6	1,6	6,7
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	5,0	-4,2	2,0	5,2	4,7	1,6	3,5
	Demande de consommation finale	1,5	-6,9	5,4	-3,1	4,7	1,7	13,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N79Z2	Autres services de réservation et activités liées							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,4	-2,8	7,1	4,5	0,0	1,6	0,0
	Demande de consommation finale	1,2	1,4	7,3	4,8	0,2	1,4	-0,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N80Z	Enquêtes et sécurité							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	10,1	6,9	2,4	2,2	0,1	0,3	0,5
	Demande de consommation finale	0,1	7,7	2,9	1,4	-1,4	0,0	1,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N81Z	Services relatifs aux bâtiments & aménag. paysager							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	24,2	5,4	5,0	3,9	0,9	0,5	3,6
	Demande de consommation finale	1,2	3,8	5,6	3,4	-0,8	2,7	-31,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

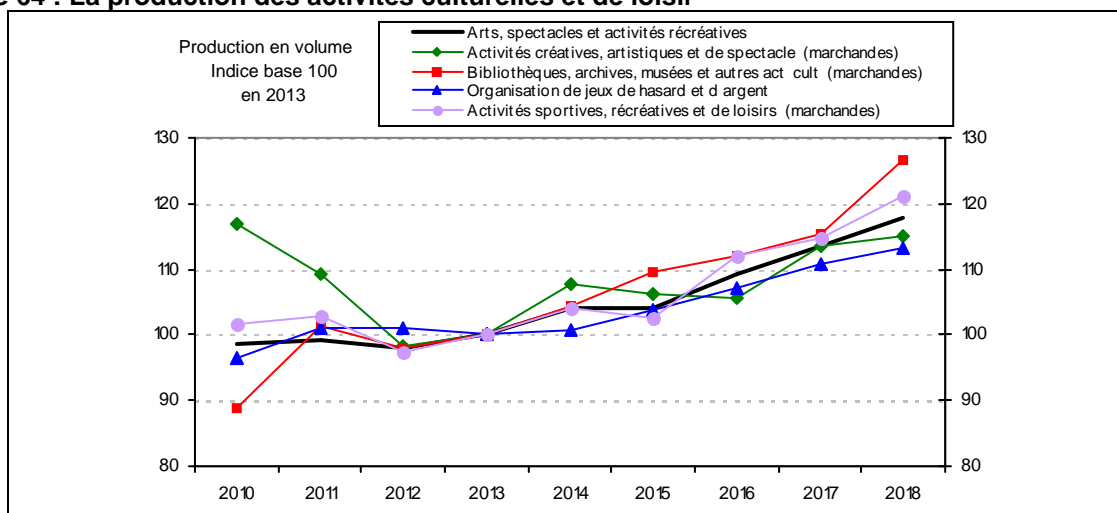
N82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien entreprises							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	54,0	-0,9	3,9	-0,8	2,2	1,1	2,1
	Demande de consommation finale	0,3	-5,9	-0,4	6,1	1,7	1,2	3,9
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z1	Activités administratives							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	4,7	7,4	8,2	-0,1	2,5	3,4	5,9
	Demande de consommation finale	0,0	-5,6	0,0	-5,6	5,9	0,0	5,9
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z2	Activités de centres d appels							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	3,6	16,6	5,7	3,8	-1,0	-1,8	0,6
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	4,2	10,7	3,6	4,4	2,1	1,3	4,0
	Demande de consommation finale	0,3	-6,0	-0,4	7,1	1,4	1,3	3,7
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z4	Activités de soutien aux entreprises nca							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	41,5	-3,8	3,4	-1,8	2,5	1,1	1,6
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Les activités artistiques, sportives et récréatives restent bien orientées

En 2018, la production marchande en arts, spectacles et activités récréatives s'accroît de 3,8 % en volume (+ 4,0 % en 2017). Les activités récréatives et sportives sont particulièrement dynamiques alors que les activités créatives et artistiques ralentissent très nettement. La consommation des ménages (88 % de la production) progresse au même rythme.

Figure 64 : La production des activités culturelles et de loisir



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Après une année faste en 2017, la production en volume des **activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes** ralentit nettement (+ 1,5 % après + 7,4 % en 2017), dans un contexte de progression des prix de 2,5 %.

La production des **bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes** accélère nettement en 2018 (+ 9,6 % en volume après + 3,1 %), profitant de la forte affluence touristique en France et à Paris, notamment de non-résidents. Les prix sont en hausse à + 1,4 %.

La production et la consommation des **jeux de hasard et d'argent** augmentent de 1,9 % après 3,7 % en 2017 en volume en raison notamment de l'engouement toujours croissant pour les jeux en ligne. L'activité de la Française des Jeux (FDJ) continue de se développer avec des mises en hausse de 4,4 % (15,8 milliards d'euros). Tous les segments des jeux en ligne sont en forte progression selon l'Autorité de Régulation des Jeux En Ligne (Arjel). Les paris sportifs en ligne sont particulièrement dynamiques avec des mises en hausse de 56 % pour un montant de 3,9 milliards d'euros (dont 164 millions d'euros pour la coupe du monde de football). Les mises en ligne des paris hippiques ralentissent mais restent bien orientées (+ 5 % en 2018 après + 8 %) avec 12 % de parieurs

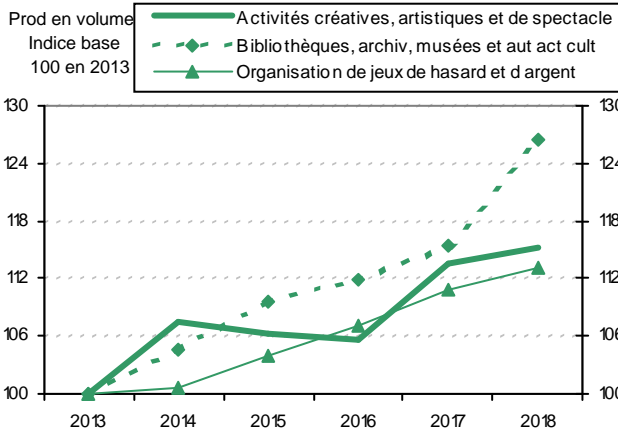
en plus. Le poker progresse beaucoup, de 15 % pour le cash-game et de 11 % pour les droits d'entrée sur les tournois, profitant de la mise en place de tables européennes (convention avec l'Italie, l'Espagne, le Portugal). A contrario, avec des enjeux de 9,7 milliards d'euros, le chiffre d'affaires du PMU diminue de 2,3 %. De même, l'activité des casinos recule légèrement après avoir augmenté durant deux années consécutives.

Les **activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes** progressent de 5,6 % en volume, portées aussi bien par une dynamique sportive que récréative. Les prix augmentent de 1,6 %.

La production des activités marchandes liées au sport est en forte croissance en 2018 (+ 5,2 % en volume) dans toutes ses composantes mais plus particulièrement pour les centres de culture physique qui continuent à se multiplier.

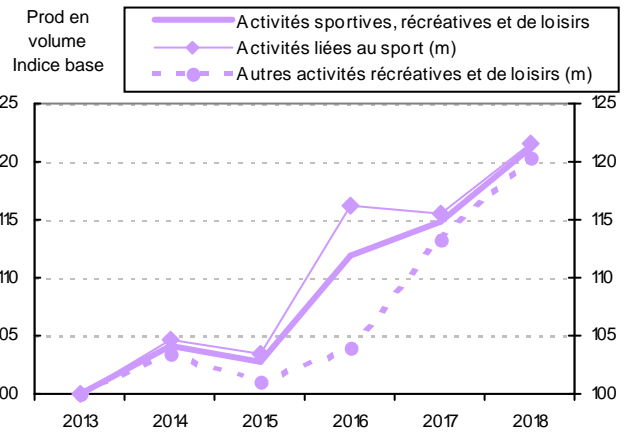
La production des autres activités récréatives et de loisirs marchandes est toujours aussi allante en 2018 avec une progression en volume de 6,3 % après + 8,9 % en 2017. Les parcs d'attraction et parcs à thèmes ont toujours autant de succès. L'embellie de 2017 du chiffre d'affaires se poursuit pour Disneyland Paris, qui contribue à l'essentiel de la hausse de la branche.

Figure 65 : La production des arts et spectacles



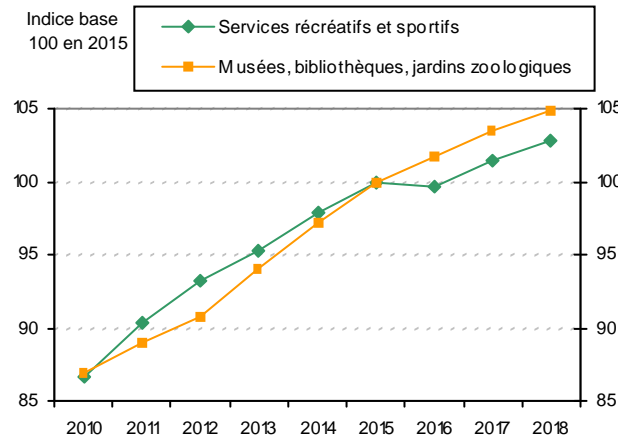
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 66 : La production des activités sportives



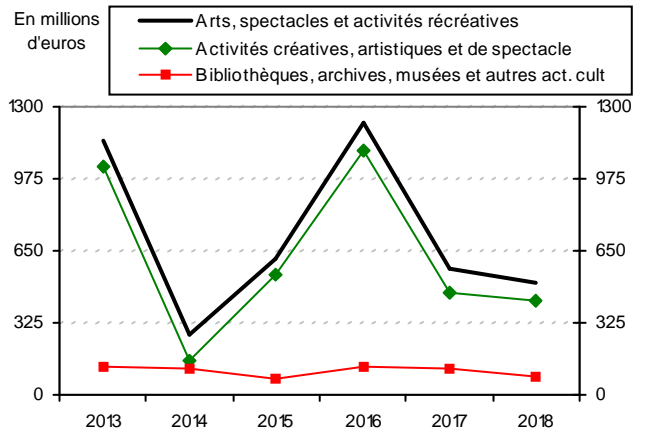
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 67 : Les prix à la consommation des activités culturelles et de loisir



Source : Insee, Indice des prix à la consommation

Figure 68 : Le solde des échanges extérieurs des activités culturelles et de loisir



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 69 : La production des activités culturelles et de loisir

Code	Branche	Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
			2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd
RZ march	Arts, spectacles et activités récréatives marchands	25,0	4,9	4,0	3,8	0,4	1,9	0,5
R90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (march)	6,0	-0,5	7,4	1,5	2,9	1,0	2,5
R91M	Bibliothèques, archives, musées autres cult. (march)	0,7	2,1	3,1	9,6	2,1	1,8	1,4
R92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	6,0	3,0	3,7	1,9	-2,1	2,1	-3,4
R93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (march)	12,3	9,0	2,6	5,6	0,3	2,2	1,6
R93M1	Activités liées au sport (march.)	7,9	12,3	-0,5	5,2	0,2	1,5	1,6
R93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (march)	4,4	2,8	8,9	6,3	0,7	3,4	1,5

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

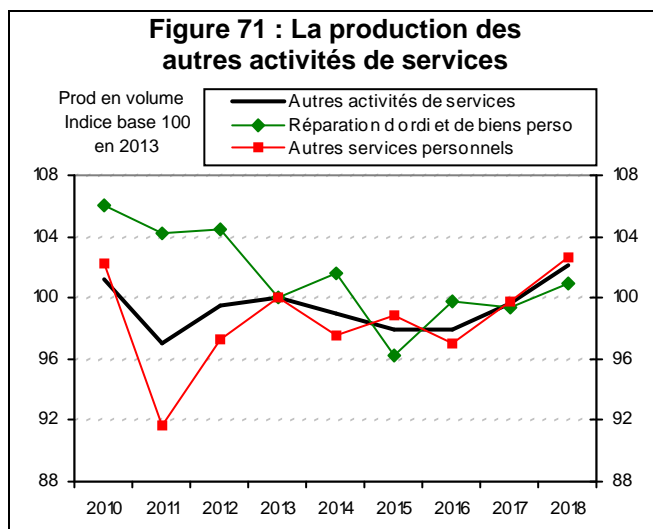
Figure 70 : La demande intérieure des activités culturelles et de loisir

Code	Branche	Valeur	Taux de croissance			Taux de croissance du prix de		
		en Mrds €	en volume, en %			la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
RZ march	Arts, spectacles et activités récréatives marchands							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,2	-2,2	12,7	4,2	1,0	1,5	1,9
	Demande de consommation finale	22,1	3,6	4,5	3,5	0,6	1,2	1,1
	Demande pour investissement, dont :	0,1	8,0	6,3	4,2	2,8	0,8	2,4
	entreprises	0,0	36,7	9,5	2,2	2,4	0,0	2,1
	ménages							
R90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (march)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,9	-37,1	80,1	3,0	3,0	1,0	2,5
	Demande de consommation finale	4,0	-0,9	7,2	2,1	2,9	1,0	2,5
	Demande pour investissement, dont :	0,1	8,0	6,3	4,2	2,8	0,8	2,4
	entreprises	0,0	36,7	9,5	2,2	2,4	0,0	2,1
	ménages							
R91M	Bibliothèques, archives, musées autres cult. (march)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,6	-9,8	28,2	16,3	2,1	1,6	1,5
	Demande de consommation finale	0,4	-1,2	3,1	6,1	2,2	1,8	1,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	10,6	3,0	3,7	2,0	-0,2	0,4	0,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (march)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	5,8	9,0	-0,3	3,5	0,6	1,6	1,7
	Demande de consommation finale	7,2	7,8	4,5	6,7	0,4	2,6	1,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R93M1	Activités liées au sport (march.)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	4,7	6,3	-0,6	4,1	0,5	1,4	1,8
	Demande de consommation finale	3,2	22,2	-0,4	6,7	0,2	1,5	1,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (march)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,1	22,0	1,0	0,9	0,9	2,6	1,3
	Demande de consommation finale	3,9	-2,8	8,9	6,7	0,7	3,4	1,5
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

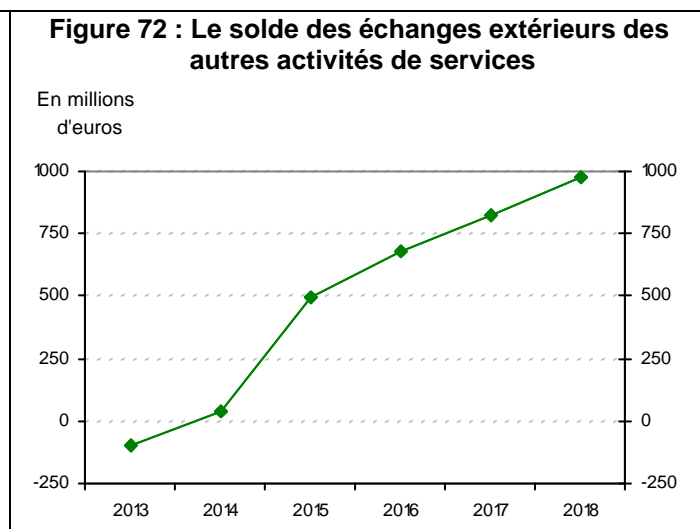
Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Croissance dynamique pour les services personnels

La production en volume de la branche des Autres activités de services, hors secteur associatif, croît de + 2,5 % en 2018 après + 1,7 % en 2017. L'augmentation des prix se stabilise (+ 1,3 % en 2018 comme en 2017). La consommation des ménages progresse de plus d'un point en volume (+ 2,4 % après + 1,3 %), grâce à la bonne performance enregistrée par la réparation d'ordinateurs. La production en valeur évolue de + 3,8 % et atteint 27,8 milliards d'euros en 2018.



Source : Insee, Comptes des services, base 2014



La production en volume de la **Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques** (un tiers de celle des Autres activités de services), se redresse en 2018 (+ 1,6 % après - 0,4 % en 2017). L'investissement des entreprises augmente en volume (+ 1,8 %), mais moins que les années précédentes (+ 2,5 % en 2017 et + 3,5 % en 2016). Il accélère légèrement en prix (+ 0,8 % après + 0,5 %). La consommation des ménages est relancée en volume (+ 2,6 %), après avoir chuté en 2017. Son niveau dépasse celui de 2016 et 2015. La hausse des prix des réparations destinées aux ménages se tasse un peu (+ 1,3 % après + 1,5 % en 2017). Le prix de vente global de l'activité, pour les ménages et les entreprises, augmente à un rythme proche sur quatre ans (+ 1,2 %, après + 1,3 % en 2017 et + 1,2 % en 2016 et 2015).

La production en volume des **Autres services personnels** continue de croître à un rythme soutenu en 2018 (+ 3,0 % après + 2,8 % en 2017). Les prix sont stables à + 1,3 % en 2018 comme en 2017, permettant à la production en valeur d'augmenter de 4,4 % (+ 4,1 % en 2017). La consommation des ménages augmente en volume, pour gagner un point sur quatre années consécutives (+ 2,3 % après + 2,1 % en 2017). La demande des entreprises suit la consommation des ménages (+ 2,2 % après + 1,9 % en 2017), mais était déficitaire avant 2017.

La production de la **blanchisserie-teinturerie**, (13,5 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), poursuit son redressement en volume (+ 2,0 % après + 1,5 %, suite à une année 2016 morose). L'augmentation des prix est stable à + 1,6 % en 2018 comme en 2017. La consommation des ménages progresse à nouveau en volume (+ 0,6 %), après deux années de recul (- 0,6 % en 2017, - 1,2 % en 2016). Son évolution en valeur demeure toutefois positive de 2016 à 2018 grâce à la hausse des prix.

La production de la **coiffure** (39,8 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), croît en volume (+ 1,2 % après + 1,1 % en 2017). La consommation des ménages, qui constitue près de 80 % des emplois, reste atone en volume (+ 0,4 % après + 0,5 % en 2017). La demande des entreprises est plus vigoureuse (+ 2,7 %). Les prix perdent 0,4 point par an depuis leur niveau élevé de 2016 (+ 1,0 % après + 1,4 % en 2017 et + 1,8 % en 2016).

La production des **soins de beauté** (13,1 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), décélère en volume (+ 4,3 % après + 5,9 % en 2017). Ce ralentissement est compensé par une nette hausse des prix (+ 1,3 % après - 0,1 % en 2017), permettant le maintien de la croissance de la production en valeur (+ 5,6 % après + 5,7 %). La

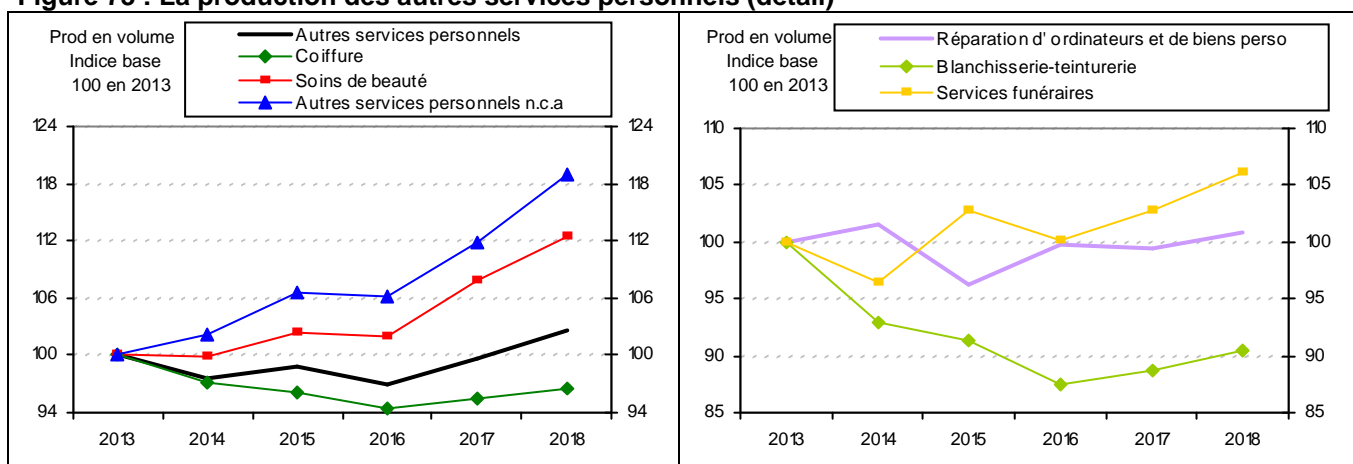
consommation des ménages en volume croît de + 3,8 %, nettement moins vite qu'en 2017 (+ 6,2 %) mais à un rythme voisin de celui de 2016 (+ 4,0 %). La demande des entreprises ne ralentit en volume que d'un point par rapport à l'année précédente.

La production des services funéraires (13,7 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels ») progresse nettement en volume (+ 3,3 % après + 2,7 % en 2017). L'augmentation des prix, la plus élevée des « Autres services personnels » depuis trois ans, s'atténue toutefois (+ 2,2 % après + 2,6 % en 2017 et + 2,9 % en 2016). La croissance de la production en valeur est identique en 2018 et en 2017. La consommation

des ménages en produits funéraires représente près des deux tiers de l'activité. Elle accélère en volume (+ 2,3 % après + 1,8 %).

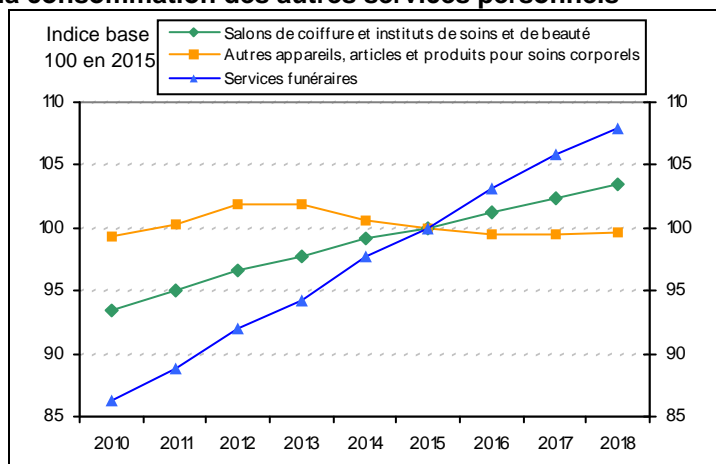
La croissance de la production des services personnels divers (19,9 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), est élevée en volume (+ 6,4 % après + 5,4 % en 2017). Les prix augmentent modérément (+ 1,3 % après + 1,0 %), sans augmenter autant qu'en 2016 (+ 1,6 %). La consommation des ménages croît fortement en volume (+ 6,7 % après + 5,2 %). Elle ne cesse d'accélérer depuis 2015 (de + 1,2 à + 1,5 point par an). En revanche, la demande des entreprises progresse peu (+ 1,6 % en 2018 comme en 2017).

Figure 73 : La production des autres services personnels (détail)



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 74 : Les prix à la consommation des autres services personnels



Source : Insee, Indice des prix à la consommation

Figure 75 : La production des autres services personnels

Code	Branche	Valeur	Taux de croissance			Taux de croissance du prix de la		
		en Mrds €	en volume, en %			production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
SZ march	Autres activités de services (hors associations)	27,8	0,0	1,7	2,5	1,6	1,3	1,3
S95Z	Réparation d'ordinateurs, biens personnels et domest.	9,5	3,7	-0,4	1,6	1,2	1,3	1,2
S96Z	Autres services personnels	18,3	-1,9	2,8	3,0	1,8	1,3	1,3
S96Z1	Blanchisserie-teinturerie	2,5	-4,2	1,5	2,0	1,8	1,6	1,6
S96Z2	Coiffure	7,3	-1,9	1,1	1,2	1,8	1,4	1,0
S96Z3	Soins de beauté	2,4	-0,5	5,9	4,3	0,9	-0,1	1,3
S96Z4	Services funéraires	2,5	-2,6	2,7	3,3	2,9	2,6	2,2
S96Z5	Autres services personnels	3,6	-0,5	5,4	6,4	1,6	1,0	1,3

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Figure 76 : La demande intérieure des autres services personnels

		Valeur	Taux de croissance			Taux de croissance du prix de		
		en Mrds €	en volume, en %			la production, en %		
		2018	2016	2017sd	2018p	2016	2017sd	2018p
SZ march	Autres activités de services (hors associations)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	7,0	-7,4	1,2	1,3	1,4	1,3	1,4
	Demande de consommation finale	17,8	1,8	1,3	2,4	1,7	1,4	1,3
	Demande pour investissement, dont :	2,1	3,5	2,5	1,8	1,4	0,5	0,8
	entreprises	1,7	3,6	0,7	1,9	1,4	0,5	0,9
	ménages							
S95Z	Réparation d'ordinateurs, biens personnels et domest.							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	3,2	6,3	0,4	0,2	1,2	1,5	1,3
	Demande de consommation finale	4,1	1,9	-1,3	2,6	1,2	1,5	1,3
	Demande pour investissement, dont :	2,1	3,5	2,5	1,8	1,4	0,5	0,8
	entreprises	1,7	3,6	0,7	1,9	1,4	0,5	0,9
	ménages							
S96Z	Autres services personnels							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	3,8	-16,9	1,9	2,2	1,6	1,2	1,4
	Demande de consommation finale	13,8	1,8	2,1	2,3	1,8	1,3	1,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z1	Blanchisserie-teinturerie							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,2	-9,1	1,9	2,7	1,8	1,6	1,6
	Demande de consommation finale	1,2	-1,2	-0,6	0,6	1,8	1,7	1,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z2	Coiffure							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,0	-23,2	1,8	2,7	1,8	1,4	0,9
	Demande de consommation finale	6,1	2,0	0,5	0,4	1,8	1,4	1,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z3	Soins de beauté							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,8	-13,3	2,8	1,7	0,8	-0,1	1,3
	Demande de consommation finale	1,4	4,0	6,2	3,8	0,9	-0,2	1,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z4	Services funéraires							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,4	-20,1	0,3	1,2	2,7	2,4	2,0
	Demande de consommation finale	2,2	-1,2	1,8	2,3	2,7	2,5	2,1
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z5	Autres services personnels							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,5	-22,7	1,6	1,6	1,4	1,0	1,5
	Demande de consommation finale	2,9	3,9	5,2	6,7	1,6	0,9	1,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2017 et provisoires en 2018

Annexe 1 : Principales révisions intervenues sur les comptes des branches des services

Comme tous les ans, les résultats publiés l'année précédente sont actualisés avec les dernières informations disponibles : le compte 2016 définitif se substitue au compte semi-définitif 2016 et le compte semi-définitif 2017 remplace le compte provisoire 2017. Les principales révisions sont présentées dans cette note.

1. Production des branches de services (champ de la Commission des Comptes des Services)

Le compte 2016 définitif intègre les données structurelles d'entreprises (Esane) définitives. La production totale des branches du champ de la CCS est revue à la baisse de 3,5 milliards d'euros en valeur (figure 78). Son évolution en volume perd 0,3 point et son évolution en prix est quasiment inchangée. En 2016, les évolutions en volume de la production des activités immobilières, de l'édition, des activités juridiques, comptables et de gestion, sont revues à la hausse. A l'inverse, celles de

l'hébergement-restauration, des services administratifs et de soutien, des arts, spectacles, activités récréatives, et des autres activités de services est fortement révisée à la baisse.

Dans le compte 2017 semi-définitif, l'indice de prix et l'évolution en volume sont légèrement révisés à la baisse (- 0,1 point). En 2017, la production de plusieurs branches est plus dynamique que lors de la précédente publication : les productions de l'édition, des autres activités spécialisées, et des arts, spectacles et activités récréatives sont légèrement revues à la hausse en volume.

Figure 77 : Production des branches des services (champ CCS)
(Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %)

	2016			2017		
	Valeur	Evol volume	Evol prix	Valeur	Evol volume	Evol prix
Nouvelles séries (2016 déf, 2017 sd)	1 151,9	2,3	0,7	1 194,6	3,4	0,3
Anciennes séries (2016 sd, 2017 prov)	1 155,4	2,7	0,7	1 200,6	3,5	0,4

Source : Insee, comptes des services

Figure 78 : Production des branches des services (détail)
(Révision des niveaux en millions d'euros, des évolutions en points)

	Révision des évolutions (points)				Révision des niveaux (millions d'euros)	
	2016		2017		2016	2017
	lvolume	lprix	lvolume	lprix		
Ensemble	-0,3	0,0	-0,1	-0,1	-3 540	-5 926
Hébergement et restauration	-1,7	0,1	0,0	0,0	-1 537	-1 673
Edition, audiovisuel et diffusion	0,2	0,1	0,5	-0,1	154	318
Télécommunications	-1,2	0,0	-1,6	1,1	-706	-899
Activités informatiques et services d'information	-1,1	0,0	-0,4	0,1	-868	-1 207
Activités immobilières	1,4	-0,1	0,0	0,0	3 855	3 874
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	0,6	-0,1	0,1	-0,1	1 215	1 382
Recherche-développement scientifique marchande	-0,7	0,9	0,1	-1,1	83	-286
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-0,9	0,2	0,2	0,1	-219	-122
Activités de services administratifs et de soutien	-2,2	0,0	-0,1	-0,7	-3 998	-5 632
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	-4,5	0,8	0,3	-0,2	-784	-815
Autres activités de services (partiel)	-2,7	-0,1	-0,4	0,0	-735	-866

Source : Insee, comptes des services

2. Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)

Dans le compte 2016 définitif, l'évolution des importations est fortement révisée à la hausse, pour tenir compte des données définitives de la Balance des paiements (*figure 79*).

Dans le compte 2017 semi-définitif, l'évolution des exportations est nettement révisée à la baisse.

3. Valeur ajoutée des branches des services (champ CCS)

La valeur ajoutée des branches des services est la différence entre leur production et leurs consommations intermédiaires en provenance de toutes les branches de l'économie. Les révisions concernant la valeur ajoutée concentrent donc toutes les révisions opérées entre deux versions de comptes.

En 2016, l'évolution de la valeur ajoutée de l'ensemble des services marchands est revue à la baisse en volume (- 0,6 point, *figure 80*).

Entre le compte provisoire et le compte semi-définitif de 2017, l'évolution de la valeur ajoutée est également abaissée en volume (- 0,4 point).

Figure 79 : Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)
(Révision des niveaux en millions d'euros, des évolutions en points)

	Révision des évolutions (points)				Révision des niveaux (millions d'euros)	
	2016		2017		2016	2017
	lvol	lprix	lvol	lprix		
Production branche prix de base	-0,3	0,0	-0,1	-0,1	-3 540	-5 926
Production produit prix de base	-0,3	0,0	-0,1	-0,1	-3 430	-5 586
Importations	1,6	0,3	0,4	-0,6	1 834	1 562
Total des ressources	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-1 244	-3 845
Consommation intermédiaire totale	0,0	0,0	0,2	-0,1	-347	-119
Consommation finale totale	-0,3	0,0	0,2	0,0	-913	-199
Formation brute de capital fixe totale	-0,3	0,3	-0,1	0,2	82	263
Exportations	-0,2	0,0	-2,9	-0,7	-183	-3 916
Total des emplois	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-1 244	-3 845
Marché intérieur	-0,2	0,0	0,2	-0,1	-1 414	-258

Source : Insee, comptes des services

Le total des emplois tient compte des impôts sur les produits (hors TVA) et des subventions sur les produits. Le total des ressources tient compte des variations de stocks

Figure 80 : Valeur ajoutée des branches des services (détail)
(Révision des niveaux en millions d'euros, des évolutions en points)

	Révision des évolutions (points)				Révision des niveaux (millions d'euros)	
	2016		2017		2016	2017
	lvolume	lprix	lvolume	lprix		
Ensemble	-0,6	0,1	-0,4	-0,1	-3 098	-6 742
Hébergement et restauration	-1,8	0,5	-1,3	-0,2	-683	-1 629
Edition, audiovisuel et diffusion	-0,6	-1,1	1,6	-0,1	-416	-66
Télécommunications	-2,3	-0,4	-1,1	2,1	-691	-400
Activités informatiques et services d'information	-0,1	0,0	-1,0	0,2	-44	-490
Activités immobilières	0,6	0,1	-0,6	-0,3	1 746	-489
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	-0,7	-0,1	-0,3	0,4	-834	-727
Recherche-développement scientifique marchande	-2,7	3,2	7,2	-2,1	60	753
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-3,0	0,3	0,0	0,7	-425	-331
Activités de services administratifs et de soutien	-0,3	-0,1	-0,1	-0,9	-419	-1 631
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	-11,4	2,7	-2,6	-0,2	-742	-1 054
Autres activités de services (partiel)	-3,7	-0,1	-0,2	0,1	-650	-678

Source : Insee, comptes des services

Annexe 2 : Nomenclatures des services marchands

Nomenclature européenne			Nomenclature propre à la comptabilité nationale			Nomenclature officielle détaillée (1)
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138	Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	Niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	
I Hébergement et restauration	IZ	55	I55Z	Hébergement	I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs I55Z3 Hébergements divers	55.1, 55.2 55.3 55.9
		56	I56Z	Restauration	I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration I56Z3 Services des débits de boissons	56.1 56.2 56.3
J Information et communication	JA Edition, audiovisuel et diffusion	58	J58Z	Édition	J58Z1 Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques J58Z2 Autres éditions de logiciels	58.1, 58.21 58.29
		59	J59Z	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision; enregistrement sonore et édition musicale	J59Z1 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z2 Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z3 Enregistrement sonore et édition musicale	59.11, 59.12 59.13, 59.14 59.2
		60	J60Z	Programmation et diffusion	J60Z1 Radiodiffusion J60Z2 Programmation de télévision et télédiffusion	60.1 60.2
	JB	61	J61Z	Télécommunications	J61Z0 Télécommunications	61.
	JC Activités informatiques et services d'information	62	J62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	J62Z0 Programmation, conseil et autres activités informatiques	62.
		63	J63Z	Services d'information	J63Z1 Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet J63Z2 Autres services d'information	63.1 63.9
L Activités immobilières	LZ	68	L68A	Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	L68A1 Activités des marchands de biens immobiliers L68A2 Agences immobilières L68A3 Administration de biens immobiliers	68.1 68.31 68.32
			L68R	Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués (loyers réels)	L68R1 Location de logements (loyers réels) L68R2 Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20A 68.20B
			L68I	Loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire	L68I0 Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)	
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	MA Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	69	M69Z	Activités juridiques et comptables	M69Z1 Activités juridiques M69Z2 Activités comptables	69.1 69.2
		70	M70Z	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	M70Z1 Activités des sièges sociaux M70Z2 Conseil de gestion	70.1 70.2
		71	M71Z	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	M71Z1 Activités d'architecture et d'ingénierie M71Z2 Activités de contrôle et analyses techniques	71.1 71.2
	MB	72	M72M	Recherche-développement scientifique marchande (2)	M72M0 Recherche-développement scientifique marchande	72.
	MC Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	73	M73Z	Publicité et études de marché	M73Z1 Activités des agences de publicité M73Z2 Régie publicitaire de médias M73Z3 Études de marché et sondages	73.11 73.12 73.2
		74	M74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	M74Z1 Activités spécialisées de design M74Z2 Activités photographiques M74Z3 Traduction et interprétation M74Z4 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	74.1 74.2 74.3 74.9
		75	M75Z	Activités vétérinaires	M75Z0 Activités vétérinaires	75.

N activités de services administratifs et de soutien	NZ	77	N77Z	Activités de location et location-bail	N77Z1 Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1
					N77Z2 Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2
					N77Z3 Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3
					N77Z4 Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soumises à copyright	77.4
		78	N78Z	Activités liées à l'emploi	N78Z0 Activités liées à l'emploi	78.
		79	N79Z	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	N79Z1 Activités des agences de voyage et voyagistes N79Z2 Autres services de réservation et activités liées	79.1 79.9
80	N80Z	Enquêtes et sécurité	N80Z0 Enquêtes et sécurité	80.		
81	N81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	N81Z0 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81.		
82	N82Z	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	N82Z1 Activités administratives N82Z2 Activités de centres d appels N82Z3 Organisation de salons professionnels et congrès N82Z4 Activités de soutien aux entreprises diverses	82.1 82.2 82.3 82.9		
R Arts, spectacles et activités récréatives	RZ	90	R90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes (2)	R90M0 Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	90.
		91	R91M	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes(2)	R91M0 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes	91.
		92	R92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	R92Z0 Organisation de jeux de hasard et d'argent	92.
		93	R93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes (2)	R93M1 Activités liées au sport marchandes R93M2 Autres activités récréatives et de loisirs marchandes	93.1 93.2
S Autres activités de services	SZ	94	S94M	Activités des organisations associatives marchandes	S94M0 Activités des organisations associatives marchandes	94.
		95	S95Z	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	S95Z0 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95.
		96	S96Z	Autres services personnels	S96Z1 Blanchisserie-teinturerie S96Z2 Coiffure S96Z3 Soins de beauté S96Z4 Services funéraires S96Z5 Services personnels divers	96.01 96.02A 96.02B 96.03 96.04, 96.09
		97	T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	T97Z0 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97.
T Activités des ménages	TZ	98		Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre		98.

(1) NAF rév2 - Les sections sont codées par une lettre, les divisions par 2 chiffres, les groupes 3 chiffres, les classes 4 chiffres, les sous-classes 4 chiffres et une lettre.

(2) Il existe pour ces services des activités non marchandes (M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ de la commission.